



KPMG S.A.  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex



FIDORG AUDIT  
62, rue de la chaussée d'Antin  
75009 Paris  
France  
339 713 869 R.C.S. Caen

# Viel et Cie

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

Viel et Cie

9 Place Vendôme - 75001 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre

FIDORG AUDIT S.A.S.  
Commissaires aux comptes  
Membre de la compagnie régionale de Normandie

62, rue de la Chaussée d'Antin  
75009 Paris  
France  
339.713.869 R.C.SS Caen



KPMG S.A.  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex



FIDORG AUDIT  
62, rue de la chaussée d'Antin  
75009 Paris  
France  
339 713 869 R.C.S. Caen

## Viel et Cie

9 Place Vendôme - 75001 PARIS

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de la société Viel et Cie,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Viel et Cie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.



### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluations des écarts d'acquisition

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Comme indiqué dans les notes 8 et 9 de l'annexe aux comptes consolidés de votre société, les écarts d'acquisition au 31 décembre 2022 s'élèvent à M€ 119,5 en valeur nette.</p> <p>Les écarts d'acquisition inclus dans les immobilisations incorporelles s'élèvent à M€ 94,2 au 31 décembre 2022 en valeur nette.</p> <p>Les écarts acquisitions inclus dans les participations dans les sociétés associés et coentreprises s'élèvent à M€ 25,3 au 31 décembre 2022.</p> <p>Votre groupe, réalise des tests de dépréciation des écarts d'acquisition pour identifier d'éventuelles pertes de valeur à chaque date de clôture. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur les unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés et/ou à la capitalisation boursière quand ce critère peut s'appliquer tel que précisé dans le paragraphe « Perte de valeur des écarts d'acquisition » de la partie « Principales estimations et hypothèses comptables » de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré les évaluations des écarts d'acquisition comme un point clé de l'audit dans la mesure où elles impliquent des jugements du groupe sur les différentes hypothèses utilisées pour l'actualisation des flux futurs.</p>	<p>Nous avons apprécié la méthodologie des tests de dépréciation effectués au regard des normes comptables.</p> <p>Nous avons réalisé les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- comparer les budgets et les hypothèses de croissance des périodes passées avec les résultats réels afin d'apprécier le processus d'estimation réalisée par la direction ;</li> <li>- comparer les projections des flux de trésorerie utilisées par le groupe avec les performances passées, notre connaissance du groupe et l'environnement économique pour la réalisation des tests de dépréciation des écarts d'acquisition ;</li> <li>- apprécier la cohérence des hypothèses sous-jacentes, d'une part, au regard des prévisions des flux de trésorerie et d'exploitation des activités établies sous le contrôle du groupe et, d'autre part au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;</li> <li>- apprécier la conformité de la méthode de calcul utilisée et vérifier les calculs arithmétiques ;</li> <li>- pour les sociétés cotées, comparer la valeur comptable de l'UGT à la capitalisation boursière.</li> </ul>

## Evaluation des provisions pour litiges

<b>Point clé de l'audit</b>	<b>Réponse d'audit apportée</b>
<p>Comme indiqué dans la note 21 de l'annexe aux comptes consolidés, dans le cadre de leurs activités, des filiales de votre groupe peuvent être impliquées dans des litiges avec des anciens employés à la suite de la résiliation de leur contrat de travail, ou avec des sociétés concurrentes lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs. Par ailleurs, des procédures administratives peuvent être menées à l'encontre de filiales par les régulateurs locaux.</p> <p>Des provisions sont comptabilisées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'un procès peut être estimée de manière fiable. Les provisions pour litiges au 31 décembre 2022 s'élèvent à M€ 12,4.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit du fait du jugement exercé par le groupe quant à l'issue attendue des procédures.</p>	<p>Nous avons obtenu une synthèse des principales procédures en cours et mené des entretiens avec le directeur juridique de votre groupe afin d'obtenir une compréhension des principales affaires en cours.</p> <p>Nous avons directement supervisé les travaux des auditeurs locaux réalisés à notre demande, incluant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'étude des analyses juridiques préparées par la direction ;</li><li>- la prise de connaissance des correspondances avec les conseils juridiques externes ;</li><li>- l'appréciation du caractère approprié du montant des provisions associées ;</li><li>- l'exploitation des réponses aux demandes de confirmation des conseils juridiques externes.</li></ul> <p>Nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.</p>

Risque de contrepartie sur les opérations de l'activité en principal non réglées à la clôture

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Activité en principal » de la note « Principales méthodes comptables », certaines sociétés de votre groupe agissent en tant que principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers.</p> <p>Ces transactions sont débloquées lorsque d'une part le règlement est effectué et d'autre part les titres sont livrés (délai technique de règlement-livraison).</p> <p>Afin de refléter la substance de ces transactions, ces dernières sont constatées à la date de livraison. Les montants à recevoir et à payer aux contreparties découlant des transactions en cours de livraison ayant dépassé le délai de livraison prévu sont présentés au bilan en valeur brute à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ».</p> <p>Lorsqu'une contrepartie manque à ses obligations, la créance constatée au bilan au titre du montant à recevoir est susceptible de présenter un risque de non-règlement et peut conduire à l'enregistrement d'une dépréciation conformément aux principes mentionnés dans la note 30.</p> <p>Comme indiqué dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés, les créances liées à l'activité en principal s'élèvent à M€ 110,8 au 31 décembre 2022. Le montant de la provision pour pertes de crédit attendues s'élève à M€ 18,5.</p>	<p>Nos travaux ont notamment porté sur le niveau de dépréciation retenu par les sociétés du groupe exerçant une activité en principal.</p> <p>Ces travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Constaté le règlement et l'apurement de ces créances postérieurement à la date d'arrêt,</li> <li>- Pour les créances non réglées, à apprécier la cohérence entre le niveau de risque des contreparties estimé par le groupe et le niveau de dépréciation retenu.</li> </ul>

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

## **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

### **Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du conseil d'administration. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Viel et Cie par l'assemblée générale du 9 juin 2022 pour le cabinet KPMG S.A. et du 21 mai 2003 pour le cabinet FIDORG AUDIT.

Au 31 décembre 2022, le cabinet KPMG S.A. était dans la première année de sa mission sans interruption et le cabinet FIDORG AUDIT dans la vingtième année.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;



- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.



Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 3 mai 2023

KPMG S.A.

Guillaume MABILLE

Associé

Paris, le 3 mai 2023

FIDORG AUDIT

Christophe CHARETON

Associé

**VIEL & Cie**  
**Comptes consolidés**  
**Exercice 2022**

## Compte de résultat consolidé

en milliers d'euros	Note	2022	2021
Chiffre d'affaires	1	989 632	855 054
Autres produits d'exploitation	2	19 569	14 668
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>1 009 201</b>	<b>869 722</b>
Charges de personnel		-692 733	-619 174
Autres charges d'exploitation	3	-188 747	-148 848
Amortissements		-30 125	-28 055
Gains/ (Pertes) de valeur des actifs			
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>-911 605</b>	<b>-796 077</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>97 596</b>	<b>73 645</b>
Quote-Part de résultat d'exploitation de sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe	9	39 169	26 355
<b>Résultat d'exploitation après quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe</b>		<b>136 765</b>	<b>99 999</b>
Produits financiers	4	16 367	6 940
Charges financières	4	-22 571	-17 033
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>130 561</b>	<b>89 907</b>
Impôts sur les bénéfices	5	-24 133	-14 961
<b>Résultat net</b>		<b>106 428</b>	<b>74 946</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		32 876	23 987
<b>Résultat net part du Groupe</b>		<b>73 552</b>	<b>50 959</b>
<i>Résultat par action (en euros) :</i>			
<i>Résultat de base par action</i>	6	<i>1,15</i>	<i>0,78</i>
<i>Résultat dilué par action</i>	6	<i>1,14</i>	<i>0,77</i>

## Etat du résultat global consolidé

en milliers d'euros	Note	2022	2021
<b>Résultat de la période comptabilisé au compte de résultat</b>		<b>106 428</b>	<b>74 946</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>			
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		337	282
Réévaluation du passif au titre des régimes à prestations définies		5 990	3 716
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	16	<b>6 327</b>	<b>3 998</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>			
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie -constatés dans la réserve de couverture -transférés au compte de résultat		6 818	
Ecarts de conversion		-13 904	16 491
Transfert de l'écart de conversion au compte de résultat		9	-12 112
Ecarts de réévaluation			
Autres éléments du résultat global des sociétés associées		-265	-407
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	16	<b>-7 342</b>	<b>3 972</b>
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b>		<b>-1 015</b>	<b>7 970</b>
<b>Résultat global</b>		<b>105 413</b>	<b>82 916</b>
Part du Groupe		74 846	56 279
Intérêts minoritaires		30 567	26 637

L'impact fiscal sur chacun des autres éléments du résultat global est présenté en note 5.

## Bilan consolidé

en milliers d'euros	Note	31.12.2022	31.12.2021
<b>ACTIF</b>			
Immobilisations corporelles	7	22 945	24 526
Actifs liés au droit d'utilisation	26	57 065	57 149
Immobilisations incorporelles	8	127 224	123 247
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	9	214 942	200 618
Actifs Financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	14 a	5 423	4 678
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	13	18 506	18 838
Actifs financiers évalués au coût amorti		3 000	
Autres actifs financiers	10	11 140	12 209
Impôts différés actifs		25 087	30 861
Immeubles de placement	7	2 355	2 357
Trésorerie non disponible	11	32 527	32 376
<b>Total actif non courant</b>		<b>520 214</b>	<b>506 859</b>
Autres actifs courants		15 728	15 345
Instruments financiers dérivés actifs	25	9 600	396
Impôts à recevoir	24	6 161	5 298
Clients et autres créances	12	1 636 049	2 089 470
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	13	10	105
Actifs financiers évalués au coût amorti	14b	26 240	82 099
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	459 731	458 655
<b>Total actif courant</b>		<b>2 153 519</b>	<b>2 651 367</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 673 733</b>	<b>3 158 226</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>			
Capital	16	13 908	13 880
Prime d'émission		12 869	12 869
Actions propres	16	-27 112	-18 079
Ecart de conversion		-55 127	-43 358
Réserves consolidées	16	496 412	435 940
<b>Total des capitaux propres Part du Groupe</b>		<b>440 950</b>	<b>401 253</b>
Intérêts minoritaires	17	144 368	137 301
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>585 318</b>	<b>538 554</b>
Dettes financières	20	376 629	384 497
Obligations locatives	26	51 584	54 184
Autres passifs financiers		-	-
Provisions	21	22 556	28 280
Produits différés		-	-
Impôts différés passifs		3 379	988
<b>Total passif non courant</b>		<b>454 148</b>	<b>467 950</b>
Dettes financières	20	28 020	126 544
Obligations locatives	26	17 235	16 061
Fournisseurs et autres créanciers	23	1 564 525	1 986 926
Provisions	21	11 839	12 496
Impôts à payer	24	11 411	8 830
Instruments financiers dérivés passifs	25	337	19
Produits différés		900	846
<b>Total passif courant</b>		<b>1 634 267</b>	<b>2 151 722</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>		<b>2 673 733</b>	<b>3 158 226</b>



## Tableau des flux de trésorerie consolidés

en milliers d'euros	Note	31.12.2022	31.12.2021
<b>Flux de trésorerie résultant des activités opérationnelles</b>			
Résultat avant impôts		130 561	89 907
Amortissements	7, 8, 26	30 125	28 055
Résultat financier net		12 802	9 665
Quote part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	9	-39 171	-26 354
Augmentation / (diminution) des provisions	21	2 708	15 817
Variation des produits différés		-	-375
Dépense relative aux paiements fondés sur des actions	19	1 119	1 222
Plus / (moins) values sur cessions de sociétés	2	-	-12 872
Plus / (moins) values sur cessions d'actifs immobilisés	2	-58	8
(Augmentation) / diminution des créances / dettes liées aux activités en principal et de teneurs de comptes		5 223	6 088
(Augmentation) / diminution du fonds de roulement		27 730	-34 234
Provisions payées		-1 401	-2 240
Intérêts payés		-15 044	-11 889
Intérêts perçus		1 595	3 872
Impôts payés		-16 714	-16 726
<b>Flux de trésorerie nets résultant des activités opérationnelles</b>		<b>139 475</b>	<b>49 944</b>
<b>Flux de trésorerie afférents à l'activité d'investissement</b>			
Acquisition d'actifs financiers		-11 999	-67 280
Valeur de vente d'actifs financiers		69 318	543
Acquisition de filiales, net de la trésorerie acquise		-7 175	-5 774
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	-4 782	-3 302
Valeur de vente d'immobilisations corporelles		42	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles	8	-4 387	-6 237
Valeur de vente d'immobilisations incorporelles		-	54
Dividendes reçus		18 398	15 253
(Augmentation) / diminution de la trésorerie non disponible		-1 164	-3 562
<b>Flux de trésorerie nets provenant de l'activité d'investissement</b>		<b>58 251</b>	<b>-70 305</b>
<b>Flux de trésorerie afférents à l'activité de financement</b>			
Augmentation des dettes financières à court terme	20	7 959	2 779
Diminution des dettes financières à court terme	20	-109 433	-26 043
Augmentation des dettes financières à long terme	20	-	172 211
Diminution des dettes financières à long terme	20	-18 000	-
Paiement des obligations locatives	26	-17 522	-14 268
Variation des autres dettes à long terme		-	-
Augmentation de capital et prime d'émission	16	28	-445
Acquisition d'actions propres	16	-9 033	-4 636
Valeur de vente d'actions propres		-	-
Acquisition d'intérêts non contrôlants	17	-10 774	5 622
Dividendes versés aux intérêts minoritaires		-16 134	-15 292
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	18	-19 325	-18 294
<b>Flux de trésorerie nets provenant de l'activité de financement</b>		<b>-192 234</b>	<b>101 633</b>
<b>Impact de la variation des taux de change sur la trésorerie consolidée</b>		<b>-4 168</b>	<b>12 166</b>
<b>Trésorerie et équivalent au début de la période</b>	15	<b>456 511</b>	<b>363 073</b>
<b>Trésorerie et équivalent à la fin de la période</b>	15	<b>457 835</b>	<b>456 511</b>

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er Janvier 2022</b>		69 402 468	13 880	12 869	-18 079	-43 358	435 940	401 253	137 301	538 554
Résultat net de la période		-	-	-	-	-	73 552	73 552	32 876	106 428
Autres éléments du résultat global	16	-	-	-	-	-10 212	11 505	1 293	-2 308	-1 015
<b>Résultat global de la période</b>		-	-	-	-	-10 212	85 057	74 845	30 568	105 413
Augmentation de capital	16	138 000	28	-	-	-	-	28	-36	-8
Dividendes versés	18	-	-	-	-	-	-19 325	-19 325	-16 134	-35 460
Variation d'actions propres		-	-	-	-9 033	-	-	-9 033	-2 837	-11 870
Incidence des variations de périmètre		-	-	-	-	-1 557	-6 895	-8 452	-5 023	-13 474
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	19	-	-	-	-	-	859	859	306	1 165
Autres variations		-	-	-	-	-	775	775	223	998
<b>Capitaux propres au 31 Décembre 2022</b>		69 540 468	13 908	12 869	-27 112	-55 127	496 412	440 950	144 368	585 318

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er Janvier 2021</b>		71 622 968	14 325	12 869	-23 964	-45 839	413 405	370 796	121 248	492 044
Résultat net de la période		-	-	-	-	-	50 959	50 959	23 987	74 946
Autres éléments du résultat global	16	-	-	-	-	2 481	2 839	5 320	2 650	7 970
<b>Résultat global de la période</b>		-	-	-	-	2 481	53 798	56 279	26 637	82 916
Augmentation de capital	16	-	-	-	-	-	-	0	-	-
Dividendes versés	18	-	-	-	-	-	-18 294	-18 294	-15 292	-33 586
Variation d'actions propres		-2 220 500	-445	-	5 885	-	-10 076	-4 635	-	-4 635
Incidence des variations de périmètre		-	-	-	-	-	-5 872	-5 872	3 486	-2 386
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	19	-	-	-	-	-	2 887	2 887	1 034	3 921
Autres variations		-	-	-	-	-	92	92	188	280
<b>Capitaux propres au 31 Décembre 2021</b>		69 402 468	13 880	12 869	-18 079	-43 358	435 940	401 253	137 301	538 554



## **Annexes aux comptes consolidés**

### **Informations générales**

VIEL & Cie est une société française anonyme, domiciliée à Paris au 9, Place Vendôme - 75001 Paris. VIEL & Cie, société d'investissement, contrôle deux sociétés cotées spécialisées dans l'intermédiation financière, Compagnie Financière Tradition, présente dans plus de 30 pays, active dans le secteur de l'intermédiation professionnelle et Bourse Direct, intervenant dans le domaine de la bourse sur Internet en France, ainsi qu'un pôle de gestion et de banque privée au travers d'une participation mise en équivalence de 40% dans SwissLife Banque Privée.

L'action VIEL & Cie (codes : FR0000050049, VIL) est cotée sur le compartiment B d'Euronext Paris, et est incluse dans l'indice SBF 250.

VIEL & Cie est détenue à hauteur de 61,99 % par Viel et Compagnie-Finance au 31 décembre 2022.

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés de VIEL & Cie au 31 décembre 2022 par décision du 30 mars 2023 et qui sont présentés pour approbation à l'Assemblée générale du 8 juin 2023.

### **Principes régissant l'établissement des comptes consolidés**

Les comptes consolidés du groupe VIEL & Cie sont établis en milliers d'euros sauf explicitement mentionné, l'euro étant la devise fonctionnelle de la société mère du groupe et la devise de présentation du groupe VIEL & Cie.

Les comptes consolidés du groupe VIEL & Cie sont établis conformément aux normes comptables internationales (normes IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ils ont été établis selon le principe du coût historique, sauf indication contraire.

#### *Modification des principes régissant l'établissement des comptes consolidés*

Les principes comptables appliqués lors de la préparation des comptes consolidés sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2021 à l'exception des modifications suivantes appliquées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

<b>Norme</b>	<b>Nom</b>	<b>Entrée en vigueur</b>
IAS 37 (modifications)	- Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	1 <sup>er</sup> janvier 2022
Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS	- Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS	1 <sup>er</sup> janvier 2022

L'adoption de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

### **Principales estimations et hypothèses comptables**

Lors de l'établissement des comptes consolidés, la Direction procède à des estimations lors de l'application des conventions comptables.

En raison des incertitudes inhérentes aux activités du Groupe, certains éléments des comptes consolidés ne peuvent pas être évalués avec précision, et ne peuvent faire l'objet que d'une estimation. Ces estimations impliquent des jugements fondés sur les dernières informations fiables disponibles.

Les hypothèses clefs relatives à l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la date de clôture, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges ainsi que sur les informations complémentaires fournies au cours de la période, sont les suivantes :

#### *Perte de valeur des écarts d'acquisition :*

Le Groupe effectue des tests de dépréciation de ses écarts d'acquisition à chaque date de clôture. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés et est comparée à la capitalisation boursière quand ce critère peut s'appliquer. Les projections de flux de trésorerie futurs sont basées sur des

estimations faites par la Direction qui estime également le taux d'actualisation à retenir dans le calcul de leur valeur actualisée. Des informations complémentaires sont données en note 8.

#### *Impôts différés actifs :*

Des impôts différés actifs sont enregistrés pour les reports fiscaux déficitaires dans la mesure où il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces reports fiscaux déficitaires pourront être imputés. La Direction estime le montant des actifs d'impôts différés à comptabiliser, sur la base des prévisions de bénéfices imposables futurs. Des informations complémentaires sont données en note 5.

#### *Engagements envers le personnel*

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année sur la base d'évaluations actuarielles. Ce type d'évaluation implique l'utilisation d'hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les augmentations futures des salaires et des retraites ainsi que les taux de mortalité. En raison de leur perspective long terme, ces estimations sont sujettes à incertitudes. Des informations complémentaires sont données en note 22.

#### *Provisions pour litiges*

Des provisions sont constatées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'une action en justice ou de tout autre litige impliquant le Groupe peut être estimée de manière fiable. L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question. Des informations complémentaires sont données en note 21.

### **Principales méthodes comptables**

#### **Périmètre de consolidation**

Les comptes consolidés comprennent ceux de VIEL & Cie ainsi que ceux de ses filiales, co-entreprises et sociétés associées (appelées collectivement le « Groupe »).

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que le pourcentage de détention, le pourcentage d'intérêt et méthode de consolidation retenue pour chacune de ces sociétés, figurent en note 32.

#### **Regroupements d'entreprises**

L'acquisition d'entreprises est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré en additionnant les justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition engagés au titre de regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise, qui satisfont aux conditions de comptabilisation, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est comptabilisé en tant qu'actif et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du prix d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables ainsi constatée. Si, après réévaluation, la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le prix d'acquisition, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

Après la comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition positifs sont évalués au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les écarts d'acquisition sur les filiales sont présentés au bilan dans les immobilisations incorporelles en note 8.

Dans le cadre du test de dépréciation effectué annuellement, ces écarts d'acquisition sont alloués à des unités génératrices de trésorerie. Leur valeur d'utilité est appréciée par référence à des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise sont évalués initialement en fonction de leur quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis.

## **Méthodes de consolidation**

### Filiales

La méthode d'intégration globale est appliquée à toutes les sociétés contrôlées par VIEL & Cie, directement ou indirectement. Il y a contrôle lorsque le Groupe est exposé à des rendements variables résultants de sa participation dans la société ou détient des droits sur ces rendements, et s'il peut utiliser son pouvoir sur la société pour influencer sur les rendements. Les états financiers des filiales sont intégrés aux comptes consolidés à partir de la date de prise de contrôle jusqu'à la date où le contrôle cesse. La part des actionnaires minoritaires à l'actif net des filiales consolidées et au résultat global de l'exercice est présentée distinctement au bilan et au compte de résultat global consolidé même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les intérêts minoritaires.

### Coentreprises

Une coentreprise est un partenariat qui confère au Groupe des droits sur l'actif net de la société dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires. Le Groupe comptabilise ses intérêts dans les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les écarts d'acquisition déterminés sur les coentreprises sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

### Sociétés associées

Les sociétés associées sur lesquelles VIEL & Cie exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais sans toutefois en avoir le contrôle ni le contrôle conjoint, sont intégrées selon la méthode de la mise en équivalence. Une influence notable est notamment présumée lorsque VIEL & Cie détient, directement ou indirectement, plus de 20 % des droits de vote de ces sociétés. Les comptes consolidés incluent la quote-part du Groupe dans l'actif net et le résultat des sociétés associées. Les écarts d'acquisition déterminés sur les sociétés associées sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

## **Elimination des opérations réciproques**

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les soldes et transactions intragroupes ainsi que les gains et pertes non réalisés résultant de transactions intragroupes sont éliminés. Les gains et pertes non réalisés résultant de transactions avec des sociétés associées et des sociétés contrôlées conjointement sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités.

## **Traitement des devises étrangères**

Au sein du Groupe, dont l'euro est la monnaie de présentation des comptes, les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de chaque entité, aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la fin de la période sont convertis aux cours de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant de ces opérations sont constatées au compte de résultat. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur coût historique sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur juste valeur sont convertis aux cours de change en vigueur au moment où la juste valeur est déterminée.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des filiales étrangères exprimés dans une devise autre que l'euro, incluant les écarts d'acquisition et les actifs et passifs évalués en juste valeur à la date de la prise de contrôle, sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les produits et charges des filiales étrangères exprimés dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros aux cours de change moyens de l'exercice, sauf en cas de fluctuation significative des cours de change.

Les différences de change en résultant sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et imputées dans les autres éléments du résultat global, sous la rubrique « Écart de conversion ». Lors de la cession d'une filiale étrangère, le montant cumulé de l'écart de conversion relatif à cette dernière qui était imputé dans les capitaux propres de son pôle de détention est constaté au compte de résultat.

Un tableau des principaux cours de change utilisés au titre des exercices 2022 et 2021 est présenté en note 31.

## Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué de revenus de courtages et de commissions liés aux opérations d'intermédiation menées par les filiales opérationnelles de VIEL & Cie avec des tiers. Pour les transactions à titre d'agent, le chiffre d'affaires est présenté net des remises et escomptes ainsi que des frais versés aux correspondants et est constaté dès la négociation de l'opération. Dans le cadre des activités en principal où les filiales opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal pour l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers, les revenus de commissions représentent la différence entre le montant de la vente de ces titres et le montant de leur achat et sont constatés en date de livraison.

## Résultat financier net

Le résultat financier net comprend les intérêts issus du placement de la trésorerie à court terme, les intérêts payés sur les dettes financières et obligations locatives à court et à long terme, les intérêts liés aux activités de teneur de comptes ainsi que les plus et moins-values sur actifs et passifs financiers. Cette rubrique inclut également les gains et pertes de change sur les actifs et passifs financiers. Les charges et revenus d'intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

## Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôts au compte de résultat comprend les impôts courants et différés sur le bénéfice, les ajustements d'impôts d'années précédentes ainsi que les éventuels intérêts et les pénalités. L'effet fiscal des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés ou dans les autres éléments du résultat global est enregistré dans les capitaux propres consolidés, respectivement dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice du au titre du bénéfice imposable de la période calculé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture ainsi que les ajustements d'impôts d'années précédentes.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'imposition attendus lors de la réalisation des actifs ou le règlement des passifs. Tout changement du taux d'imposition est enregistré au compte de résultat sauf s'il est relatif directement à des éléments de capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

Des impôts différés passifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles imposables, à l'exception de celles relatives à la reconnaissance initiale d'écarts d'acquisition. Des impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles et reports déficitaires, dès lors qu'il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices futurs. Dans le cas contraire, ils ne sont retenus qu'à hauteur des passifs d'impôts différés pour une même entité fiscale.

## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, diminuées de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, diminuées d'une dépréciation pour perte de valeur. Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée, soit :

- Agencements et installations : entre 5 et 10 ans,
- Matériel informatique et de téléphonie : entre 2 et 5 ans,
- Autres immobilisations corporelles : entre 3 et 5 ans.

Lorsque des éléments d'une même immobilisation corporelle ont une durée d'utilisation estimée différente, ils sont constatés distinctement dans les immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilisation estimée respective.

Les charges d'entretien et de réparation sont imputées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les dépenses permettant d'augmenter les avantages économiques futurs liés aux immobilisations corporelles sont capitalisées et amorties.

La juste valeur des immobilisations corporelles comptabilisées suite à un regroupement d'entreprises est déterminée sur la base de données du marché. La valeur de marché correspond au montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

## **Immeubles de placement**

Une filiale de VIEL & Cie détient un ensemble de biens immobiliers dans une optique patrimoniale. Ces actifs sont présentés sous la rubrique « Immeubles de placement » dans le bilan consolidé en application de la norme IAS 40 et comptabilisés au coût historique et amortis selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité probable (40 ans); cet amortissement est constaté par le biais du compte de résultat.

## **Contrats de location – le Groupe comme preneur**

Le Groupe évalue si un contrat est, ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat. Un contrat est, ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat est, ou contient un contrat de location, le Groupe comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

Au début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats, dont la durée est égale ou inférieure à douze mois, sont enregistrés en charge dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative correspond initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés, actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou au taux d'emprunt marginal si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut pas être déterminé avec facilité.

Les paiements de loyers comprennent entre autres les paiements fixes, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, montants à payer attendus au titre de garanties de valeur résiduelle ainsi que le prix d'exercice d'options d'achat si le Groupe a la certitude raisonnable de les exercer, ou les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location le cas échéant. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée en cas de changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements, en cas de variation des paiements au titre de la garantie de valeur résiduelle ou en cas de changement d'appréciation de l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lors de la réévaluation de l'obligation locative, un ajustement correspondant est enregistré à l'actif au titre du droit d'utilisation ou au compte de résultat si la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation a déjà été ramenée à zéro. Les obligations locatives sont présentées au bilan séparément des autres passifs.

L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût comprenant le montant initial de l'obligation locative, les coûts directs initiaux et une estimation des coûts de remise en état, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée de vie utile de l'actif sous-jacent. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés au bilan séparément des autres actifs.

## **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont générées à l'interne ou acquises, soit séparément, soit dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et sont reconnues lorsqu'elles sont identifiables et peuvent être évaluées de manière fiable.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, diminuée de l'amortissement cumulé et, le cas échéant, d'une dépréciation cumulée pour perte de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée sauf si cette durée est indéfinie. Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation estimée est indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Les durées d'utilisation estimées sont les suivantes :

- Logiciels : entre 3 et 5 ans
- Autres immobilisations incorporelles : entre 3 et 5 ans
- Ecart d'acquisition : indéfinies

## **Pertes de valeur des actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont examinés à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indices révélant une perte de leur valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est estimée. Pour déterminer la valeur recouvrable, le Groupe utilise des données de marché, et lorsque ces dernières ne sont pas disponibles ou fiables, des techniques d'actualisation de flux de trésorerie futurs.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, la valeur recouvrable est estimée annuellement qu'il y ait un indice révélant une perte de valeur ou non, ou plus régulièrement lorsqu'il existe des indices révélant une perte de valeur.

Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie et ensuite, aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Les pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes antérieures pour des actifs non financiers, autres que les écarts d'acquisitions, sont revues annuellement et reprises si nécessaire.

## **Activité de teneur de comptes**

Certaines sociétés du Groupe exercent une activité de teneur de comptes au cours de laquelle elles reçoivent des dépôts de la part de leur clientèle, qu'elles déposent à leur tour auprès d'organismes de compensation afin d'assurer la bonne fin des opérations menées par leur clientèle. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités de courtage en ligne sur opérations de change, certaines sociétés du Groupe reçoivent des dépôts de la part de leurs clients, qu'elles déposent à leur tour auprès de leurs banques compensatrices. Les créances et dettes liées à cette activité sont présentées au bilan à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ».

## **Activité en principal**

Certaines sociétés du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont débouclées lorsque les deux opérations de la transaction sont réglées ; le règlement effectué d'une part et la livraison des titres d'autre part (délai technique de règlement – livraison).

Afin de refléter la substance de ces transactions, ces dernières sont constatées à la date de livraison. Les montants à recevoir et à payer aux contreparties découlant des transactions en cours de livraison ayant dépassé le délai de livraison prévu sont présentés au bilan en valeur brute à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ». Les montants à recevoir et à payer aux contreparties pour les transactions dont la livraison est prévue dans le cadre normal des affaires sont présentés en hors bilan (Cf. note 28).

## **Instruments financiers dérivés**

Le Groupe utilise de façon ponctuelle des instruments financiers dérivés principalement pour gérer les risques de change auxquels il est confronté dans le cadre de ses opérations. Ces instruments financiers dérivés consistent principalement en des contrats de change à terme et options sur devises.

Les instruments financiers sont initialement constatés à leur juste valeur. Par la suite, tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, soit la valeur de marché pour les instruments cotés en bourse soit une estimation selon des modèles de valorisation couramment utilisés pour les instruments non cotés. Les variations de juste valeur des instruments financiers sont comptabilisées au compte de résultat.

Afin de réduire le risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise de manière ponctuelle des swaps de taux d'intérêts pour convertir certaines dettes bancaires à taux variables en dettes à taux fixe. Le Groupe les désigne comme des couvertures de risque de taux d'intérêts sur flux de trésorerie. Au début de la transaction, le Groupe documente la relation entre les instruments de couverture et les positions couvertes ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui ont conduit à ces opérations de couverture. En particulier, la documentation

inclut l'identification de l'instrument de couverture, la position couverte, la nature du risque couvert et la manière dont le Groupe évaluera l'efficacité de l'instrument de couverture. De telles opérations de couverture sont présumées être hautement efficaces pour couvrir les variations de flux de trésorerie et le Groupe les évalue à intervalles réguliers afin de mesurer leur efficacité réelle durant la période de couverture. La part efficace des gains ou pertes sur les instruments de couverture désignés et qualifiant comme tel est comptabilisée dans les capitaux propres tandis que la part inefficace est comptabilisée immédiatement au compte de résultat. Les montants accumulés dans les capitaux propres sont transférés dans le compte de résultat de la ou des période(s) au cours desquelles la transaction prévue couverte affecte le compte de résultat.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie se compose de la caisse et des dépôts bancaires à vue alors que les équivalents de trésorerie regroupent les dépôts bancaires à court terme et les placements monétaires à court terme dont l'échéance, à partir de la date d'acquisition, est égale ou inférieure à trois mois. Les placements monétaires à court terme sont constitués d'instruments de trésorerie négociables à court terme tels que les titres d'Etat ou des fonds d'investissement monétaires. Ceux-ci sont valorisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes sur ces titres, réalisés et non réalisés, sont comptabilisés directement au compte de résultat. Les découverts bancaires sont présentés avec les dettes bancaires à court terme.

Les découverts bancaires remboursables sur demande sont inclus dans la trésorerie et équivalents de trésorerie dans le cadre du tableau des flux de trésorerie.

### **Actifs financiers**

#### Comptabilisation et évaluation initiale

En cas d'achat ou de vente ordinaire d'actifs financiers, la date de transaction est retenue pour la comptabilisation initiale et la dé-comptabilisation subséquente.

Les créances sont initialement évaluées à leur prix de transaction si elles ne comportent pas une composante de financement importante. Les autres actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, augmentée ou diminuée, dans le cas d'un actif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de cet actif financier.

#### Classement et évaluation ultérieure

Tous les actifs financiers comptabilisés sont ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction à la fois :

- du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers ;

Un modèle de gestion correspond à la manière dont est géré collectivement un groupe d'actifs financiers pour générer des revenus. Son objectif est de traduire au mieux les pratiques de gestion des actifs concernés. Il est identifié au sein du Groupe à partir des faits objectifs qui peuvent être observés comme l'analyse de l'organisation du métier, de ses systèmes d'information, de ses rapports internes, de son mode de suivi des risques, ou encore de ses décisions de gestion passées (historiques de cessions par exemple). Conformément à la norme IFRS 9, trois types de modèles de gestion peuvent s'appliquer :

- o Un modèle qui consiste à collecter les flux contractuels des actifs (modèle « Collecte »).
  - o Un modèle qui consiste à collecter les flux contractuels des actifs et effectuer des cessions (modèle « Collecte et Vente »).
  - o Un modèle particulier aux autres actifs financiers, notamment ceux gérés à des fins de transaction.
- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Elles sont appréhendées via le critère/test SPPI (Solely Payments of Principal and Interest). Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument et analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit.



### *Actifs financiers évalués au coût amorti*

Un actif financier est évalué au coût amorti si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le coût amorti d'un actif financier est la valeur qui lui est attribuée lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les futures entrées de trésorerie, estimées sur la durée de vie attendue d'un actif, de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier.

Les clients et autres créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déduction faite des pertes de valeur. Ces actifs financiers sont présentés dans l'actif courant à l'exception de ceux qui ont une échéance supérieure à douze mois après la date de clôture du bilan qui sont présentés dans l'actif non courant sous la rubrique « Autres actifs financiers ». Dans l'actif courant, les clients et autres créances comprennent, outre les créances de courtages, les créances liées aux activités de teneur de comptes et les créances liées aux activités en principal. Les dépôts bancaires à court terme qui ont une maturité supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition sont évalués au coût amorti et présenté au bilan dans la rubrique « Actifs financiers évalués au coût amorti ».

### *Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global*

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Pour les instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les produits d'intérêts, les différences de change et les pertes de valeur ou reprises de dépréciation sont comptabilisées dans le compte de résultat et calculées de la même manière que pour les actifs financiers évalués au coût amorti. Les variations de juste valeur restantes sont comptabilisées par le biais des autres éléments du résultat global. Lors de la décomptabilisation, la variation de juste valeur cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est recyclée au compte de résultat.

### *Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global*

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises. Les dividendes reçus sur ces placements sont enregistrés dans le compte de résultat. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé au bénéfice au bilan dans les capitaux propres.

Le Groupe a choisi de classer irrévocablement les titres de participation non cotés dans cette catégorie (cf. note 14 A).

### *Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net*

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Cette catégorie comprend les instruments dérivés et les instruments de capitaux propres que le Groupe n'a pas choisi irrévocablement de classer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

### **Dépréciation des actifs financiers**

La perte de valeur d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée suivant le modèle des pertes de crédit attendues.



Pour les créances de courtage, la correction de valeur pour pertes est évaluée au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la créance selon une approche simplifiée. Une analyse est effectuée sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture.

Pour tous les autres instruments financiers, le Groupe comptabilise un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'instrument si le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale.

Si le risque de crédit sur l'instrument financier n'a pas augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, le Groupe évalue la correction de valeur pour pertes de cet instrument financier au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir.

Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie représentent les pertes de crédit attendues de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir représentent une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie et s'élèvent aux pertes de crédit attendues des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Pour évaluer si le risque de crédit sur un instrument financier a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale, le Groupe compare le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Pour porter son appréciation, le Groupe tient compte des informations raisonnables et justifiables qu'il est possible d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables, telles qu'une modification de la notation de crédit de l'instrument financier.

Un actif financier est déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier.

Le Groupe considère qu'un actif financier est en défaut lorsqu'il est peu probable que la contrepartie paie ses obligations de crédit envers le Groupe intégralement, sans recours par le Groupe à des actions telles que la réalisation des actifs reçus en garantie.

La période maximale considérée lors de l'estimation des pertes de crédit attendue est la durée contractuelle maximale sur laquelle le Groupe est exposé au risque de crédit.

Les pertes de crédit représentent la différence entre le total des flux de trésorerie qui sont dus à au Groupe selon les termes d'un contrat et le total des flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Les flux de trésorerie pris en considération comprennent les rentrées provenant de la vente d'actifs reçus en garantie. L'évaluation des pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance.

La valeur comptable de l'actif est réduite via l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Le Groupe réduit directement la valeur comptable brute d'un actif financier lorsqu'il n'a pas d'attente raisonnable de recouvrement à l'égard de la totalité ou d'une partie de cet actif financier.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous « Autres charges d'exploitation ».

## **Passifs financiers**

### Comptabilisation et évaluation initiale

Les passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur diminuée, dans le cas d'un passif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'émission de ce passif financier.

### Classement et évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont classés en deux catégories :

- Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net
- Passifs financiers au coût amorti

#### *Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net*

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et passifs désignés lors de la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat. L'évaluation ultérieure de ces passifs est effectuée à la juste valeur. Cette catégorie comprend les instruments financiers dérivés conclus par le Groupe qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture dans des relations de couverture.

#### *Passifs financiers au coût amorti*

Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti du passif financier est ajusté de manière à refléter les flux de trésorerie contractuels réels et les flux de trésorerie contractuels estimés révisés. L'ajustement est comptabilisé en résultat net à titre de produit ou de charge. Cette catégorie comprend les dettes financières, les obligations locatives ainsi que les fournisseurs et autres créanciers.

### **Juste valeur**

La juste valeur représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. L'évaluation d'une juste valeur suppose que la transaction pour la vente de l'actif ou le transfert du passif a lieu soit sur le marché principal pour l'actif ou le passif, soit en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Le Groupe évalue la juste valeur d'un instrument financier en utilisant le prix coté sur un marché actif pour cet instrument. Un marché est considéré comme « actif » si les transactions sur l'actif ou le passif ont lieu avec une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix.

S'il n'y a pas de prix coté sur un marché actif, le Groupe utilise des techniques d'évaluation appropriées aux circonstances et pour lesquelles les données sont disponibles en quantité suffisante pour évaluer la juste valeur, en maximisant l'utilisation des données d'entrée observables pertinentes et en minimisant celle des données d'entrée non observables.

Le Groupe applique une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données d'entrée de niveau 1), et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables (données d'entrée de niveau 3).

Les niveaux retenus sont les suivants :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) auquel le Groupe peut avoir accès, sur un marché actif pour un instrument identique. C'est notamment le cas pour certains instruments de capitaux propres et les emprunts obligataires dont la juste valeur repose sur les cours de clôture à la bourse à la date du bilan.
- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés. Il s'agit de techniques d'évaluation telles que l'actualisation de flux de trésorerie, des modèles de valorisation standard basés sur des paramètres de marché de taux d'intérêts, des courbes de rendement ou de taux de change, des avis de courtiers pour des instruments similaires et l'utilisation de transactions comparables réalisées dans des conditions de concurrence normale. Par exemple, la juste valeur des contrats de change à terme sur devises et des swaps de devises est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futures estimés. Certains instruments de capitaux propres sont évalués sur la base de multiple de valorisation.

Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur un marché comme par exemple une prévision financière élaborée à partir des données internes de la société.

### **Autres actifs courants**

Les autres actifs courants comprennent principalement les charges payées d'avance imputables au prochain exercice.

### **Capitaux propres**

Toutes les actions émises sont des actions au porteur et sont présentées dans les capitaux propres.

Les actions propres sont enregistrées au bilan à leur coût d'acquisition et portées en diminution des capitaux propres consolidés. Lors de cessions ultérieures, la plus ou moins-value n'a pas d'effet sur le résultat mais est enregistrée comme apport ou réduction aux réserves provenant de primes d'émission.

### **Provisions**

Une provision est constatée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés au titre de laquelle il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, estimée en utilisant un taux d'actualisation avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

### **Produits différés**

Les produits différés comprennent les produits encaissés d'avance afférents aux prochains exercices.

### **Engagements envers le personnel**

Selon les pays où le Groupe est implanté et en fonction des réglementations en vigueur localement en matière de prestations de retraite, il a été mis en place des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies donnent lieu à des versements par les employés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite. Les versements par des sociétés du Groupe sont constatés dans le compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont exigibles.

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année, en valeur actuarielle, par des experts indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon le pays dans lequel le régime est situé.

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications des hypothèses à long terme (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, etc.) et de la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes. Ceux-ci sont enregistrés intégralement dans les autres éléments du résultat global.

La charge des prestations comptabilisée au compte de résultat comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les intérêts nets sur les engagements nets des régimes à prestations définies.

### **Paievements fondés sur des actions**

Des options de souscription d'actions sont octroyées aux membres de la Direction générale et cadres supérieurs leur conférant ainsi le droit de recevoir des actions au terme de la période d'acquisition des droits. L'octroi et les conditions de participation des collaborateurs sont définis par le Conseil d'administration. Lors de l'exercice de leurs options de souscription, de nouvelles actions sont créées par l'utilisation du capital conditionnel (cf. note 19).

La juste valeur des options de souscription consenties est reconnue en tant que charge de personnel avec, en contrepartie, une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est déterminée à la date d'attribution des options de souscription et amortie sur la période d'acquisition des droits. La juste valeur des options de souscription octroyées est déterminée par un expert indépendant en recourant à un modèle de valorisation prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date. Le modèle retenu est celui des simulations Monte-Carlo, qui repose sur la création d'un échantillon aléatoire de variations de la valeur de l'action : des milliers de scénarii d'évolution de la valeur de l'action sont ainsi générés et permettent d'estimer, de manière statistique, la valeur des droits optionnels pour chaque scénario, qui est ensuite actualisée pour estimer leur valeur.

A chaque date de clôture, le Groupe révisé ses estimations du nombre d'options sur actions qui seront exercées dans un futur proche. L'impact de cette révision est comptabilisé au compte de résultat avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de la réserve pour options de souscription d'actions au compte de prime d'émission.

### Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe sont présentés en note annexe aux états financiers.

### Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements postérieurs à la date de clôture sont les événements qui se produisent entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes consolidés.

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée afin de refléter les événements postérieurs à la date de clôture qui contribuent à confirmer des situations qui existaient à la date de clôture. Les événements postérieurs à la date de clôture qui indiquent des situations apparues postérieurement à la date de clôture sont présentés en note aux comptes consolidés lorsque significatifs.

### Nouvelles normes et interprétations

Le Conseil des standards comptables internationaux (IASB) a publié certaines normes et amendements de norme qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2022 et dont la date d'entrée en vigueur pour le Groupe est postérieure à la date des comptes consolidés. Ceux-ci n'ont donc pas été appliqués par anticipation pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2022.

*Normes, interprétations ou amendements adoptés par l'Union Européenne*

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 8 (modifications)	- Définition d'une estimation comptable	1 <sup>er</sup> janvier 2023
IAS 1 (modifications)	- Informations à fournir sur les méthodes comptables	1 <sup>er</sup> janvier 2023
IAS 12 (modifications)	- Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction	1 <sup>er</sup> janvier 2023
IFRS 17	- Contrats d'assurance	1 <sup>er</sup> janvier 2023
IFRS 17 (Modifications)	- Contrats d'assurance	1 <sup>er</sup> janvier 2023
IFRS 17 (Modifications)	1 <sup>ère</sup> application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 - Informations comparatives	1 <sup>er</sup> janvier 2023

*Normes, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union Européenne*

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 1 (modifications)	- Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants	1 <sup>er</sup> janvier 2023
IAS 1 (modifications)	- Classement des passifs non courants avec des clauses restrictives	1 <sup>er</sup> janvier 2024
Amendements à IFRS 16	- Obligation locative découlant d'une cession-bail	1 <sup>er</sup> janvier 2024

Le Groupe prévoit que l'adoption des autres normes et amendements ci-dessus n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe lors de la première application.

### Faits marquants

Au cours de l'année 2022, les sanctions prises contre la Russie, des entités et individus russes, ainsi que les contre-sanctions et autres mesures prises par la Russie ont entraîné une hausse de la volatilité sur les marchés financiers au cours de cette période. L'accumulation de ces mesures ont également entraîné des retards dans la chaîne de règlement-livraison des titres libellés en roubles. Au 31 décembre, le groupe enregistre au bilan une opération de règlement-livraison en suspens pour un montant de 21,2 millions d'euros, provisionnée à hauteur de 19,5 millions d'euros. Ces retards de règlement-livraison ont ainsi eu un impact sur le compte de résultat consolidé 2022, se soldant par une perte nette de 1,4 million d'euros. Cette perte nette est composée de gains pour un montant total de 23,4 millions d'euros liés à des produits liés à la valorisation des instruments concernés lors du déblocement d'une partie des opérations (Cf. note 2) ainsi que des gains de change (Cf. note 4), et d'une

perte d'un montant de 24,8 millions d'euros constituée de provision pour dépréciation de la valeur des instruments encore en suspens et de dépréciation de créances (Cf. notes 3 et 12).

## Notes aux comptes consolidés

### 1. Information sectorielle

La structure d'organisation interne et de gestion de VIEL & Cie, et son système d'information financière permettant l'élaboration des rapports à l'attention de la Direction générale et du Conseil d'administration, sont fondés sur une approche métier en premier lieu, déclinée pour chaque pôle d'activité du Groupe.

Les trois segments d'activité retenus par VIEL & Cie pour son information de gestion, qui présentent des profils de risques et de rentabilité globalement homogènes, sont l'intermédiation professionnelle autour de la participation dans Compagnie Financière Tradition, la bourse en ligne avec Bourse Direct, et la banque privée au travers de SwissLife Banque Privée.

Les activités du Groupe sont regroupées par zones géographiques : l'Europe Moyen Orient et Afrique, les Amériques et la zone Asie-Pacifique. Les activités menées par le Groupe en Afrique et en Amérique latine ont été regroupées respectivement au sein des zones Europe et Etats-Unis, dans la mesure où elles sont supervisées opérationnellement par les responsables de ces zones et ne représentent pas, individuellement, un poids significatif (moins de 2 % des revenus du Groupe).

L'approche géographique retenue repose sur la localisation des bureaux, et ainsi des équipes opérationnelles, et non sur la localisation géographique des clients, la rentabilité d'une activité d'intermédiation étant fondée avant tout sur les caractéristiques d'un marché local, notamment en termes de pression concurrentielle ou de niveau des rémunérations et autres dépenses opérationnelles. La répartition des revenus consolidés par destination - localisation géographique de ses clients- n'est toutefois pas sensiblement différente de la répartition par implantation géographique.

Les actifs sectoriels ne sont pas inclus dans les rapports de gestion à l'attention de la Direction générale mais sont néanmoins présentés ci-dessous.

Les produits, charges d'exploitation et actifs sectoriels sont alloués intégralement aux pôles sectoriels, à l'exception de quelques éléments de résultat ou d'actifs et de passifs afférents exclusivement au fonctionnement des sociétés « holdings » du Groupe et présentés distinctement à titre d'éléments non alloués. Par ailleurs, certains éléments considérés comme exceptionnels tels que des plus ou moins-values sur cession de filiales ou sociétés associées, des amortissements d'immobilisations incorporelles ou charges de restructuration sont exclus du résultat d'exploitation sectoriel.

Les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués aux comptes consolidés.

### Informations par secteur d'activité

en milliers d'euros	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
En 2022							
Chiffre d'affaires	942 516	47 116			989 632	-	989 632
Charges d'exploitation (1)	-848 774	-39 133		-97	-888 004	-	-888 004
Résultat d'exploitation sectoriel	93 742	7 983	-	-97	101 628	-	101 628
Produits/ Charges non alloués (2)	-	-	-	-	-	-4 031	-4 031
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>93 742</b>	<b>7 983</b>	<b>-</b>	<b>-97</b>	<b>101 628</b>	<b>-4 031</b>	<b>97 596</b>
Résultat des participations mise en équivalence	29 439		9 907		39 346	-175	39 170
Résultat financier	-3 732	-173		-69	-3 974	-2 230	-6 204
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>119 449</b>	<b>7 810</b>	<b>9 907</b>	<b>-166</b>	<b>137 000</b>	<b>-6 436</b>	<b>130 563</b>
Impôts sur les bénéfices	-22 535	-1 962			-24 497	363	-24 134
<b>Résultat net</b>	<b>96 914</b>	<b>5 848</b>	<b>9 907</b>	<b>-166</b>	<b>112 503</b>	<b>-6 073</b>	<b>106 429</b>



en milliers d'euros	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
En 2021							
Chiffre d'affaires	809 135	45 919			855 054	-	855 054
Charges d'exploitation (1)	-741 336	-35 957		-140	-777 433	-	-777 433
Résultat d'exploitation sectoriel	67 799	9 962	-	-140	77 621	-	77 621
Produits/ Charges non alloués (2)	-	-			-	-3 975	-3 975
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>67 799</b>	<b>9 962</b>	<b>-</b>	<b>-140</b>	<b>77 621</b>	<b>-3 975</b>	<b>73 646</b>
Résultat des participations mise en équivalence	20 915		5 618		26 533	-179	26 355
Résultat financier	-9 984	27		-11	-9 968	-124	-10 092
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>78 730</b>	<b>9 989</b>	<b>5 618</b>	<b>-151</b>	<b>94 186</b>	<b>-4 278</b>	<b>89 907</b>
Impôts sur les bénéfices	-12 499	-2 657			-15 156	195	-14 961
<b>Résultat net</b>	<b>66 231</b>	<b>7 332</b>	<b>5 618</b>	<b>-151</b>	<b>79 030</b>	<b>-4 083</b>	<b>74 946</b>

### Actifs sectoriels

Les actifs sectoriels se répartissent de la sorte :

En 2022	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Actifs sectoriels	959 532	1 357 135	-	2 524	2 319 191		2 319 191
Participations dans sociétés associées	152 930		60 975		213 905	1 038	214 943
Actifs non alloués (3)	-	-	-	-	-	139 601	139 601
<b>Total Actif</b>	<b>1 112 462</b>	<b>1 357 135</b>	<b>60 975</b>	<b>2 524</b>	<b>2 533 096</b>	<b>140 639</b>	<b>2 673 735</b>

(3) Actifs afférents aux holdings du Groupe

En 2021	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Actifs sectoriels	1 416 932	1 377 761	-	2 484	2 797 177		2 797 177
Participations dans sociétés associées	144 638		54 751		199 389	1 229	200 618
Actifs non alloués (3)	-	-	-	-	-	149 673	149 673
<b>Total Actif</b>	<b>1 561 570</b>	<b>1 377 761</b>	<b>54 751</b>	<b>2 484</b>	<b>2 996 566</b>	<b>150 902</b>	<b>3 147 468</b>

(3) Actifs afférents aux holdings du Groupe

### Informations par secteur géographique

En 2022	Activités poursuivies			Total
	Europe, Moyen Orient et Afrique	Amérique	Asie-Pacifique	
<i>en milliers d'euros</i>				
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>457 190</b>	<b>295 242</b>	<b>237 200</b>	<b>989 632</b>
Actifs non courants	149 893	38 156	19 185	207 234

En 2021	Activités poursuivies			Total
	Europe, Moyen Orient et Afrique	Amérique	Asie-Pacifique	
<i>en milliers d'euros</i>				
<b>Chiffre d'affaires</b>	412 965	235 436	206 653	855 054
Actifs non courants	145 182	33 902	15 078	194 163

La zone Europe est principalement constituée des activités du Groupe à Londres. Aux Etats-Unis, les activités sont essentiellement développées à partir de New York et en Asie à partir de Tokyo.

Les actifs non courants comprennent uniquement les immobilisations corporelles et incorporelles.

Information concernant les clients importants :

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires pour les exercices 2022 et 2021.

## 2. Autres produits d'exploitation

Cette rubrique se décompose comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	2022	2021
Plus- / (moins-)values sur cession d'actifs immobilisés	58	-8
Plus-values sur cessions de sociétés	-	12 112
Autres produits d'exploitation	19 511	2 564
<b>TOTAL</b>	<b>19 569</b>	<b>14 668</b>

En 2022, la rubrique « Autres produits d'exploitation » inclut un gain de € 16 363 000 en relation avec des modifications substantielles des conditions de règlement d'une dette liée aux activités en principal libellée en rouble.

En 2021, la rubrique « Plus-values sur cessions de sociétés » est constituée principalement d'écarts de conversions cumulés sur les actifs nets de filiales aux Etats-Unis qui ont été liquidées durant l'exercice.

## 3. Autres charges d'exploitation

Cette rubrique se décompose comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	2022	2021
Charges de télécommunication et d'information financière	60 076	55 325
Charges de voyages et de représentation	27 629	16 103
Honoraires professionnels	22 283	13 292
Charges locatives et de maintenance	8 828	7 813
Autres charges d'exploitation	69 931	56 314
<b>TOTAL</b>	<b>188 747</b>	<b>148 848</b>

En 2022, la rubrique « Autres charges d'exploitation » inclut un montant de € 19 898 000 pour des pertes de crédit potentielles en lien avec des contreparties russes sanctionnées, sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison ainsi que sur des créances de courtage.

En 2021, la rubrique « Autres charges d'exploitation » inclut un montant de € 13 128 000 en lien avec des provisions pour litiges (cf. note 21).

#### 4. Résultat financier net

Cette rubrique se décompose comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
Produits d'intérêts	2 509	924
Produits des titres de participation	346	1 175
Plus-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur	70	1 687
Plus-values sur cession de titres de participation	72	144
Gains de change	13 267	3 007
Autres produits financiers	104	3
<b>Produits financiers</b>	<b>16 367</b>	<b>6 940</b>
Charges d'intérêts	-12 683	-9 420
Moins-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur	-478	-1 153
Pertes de change	-6 955	-3 957
Charges financières sur contrats location financement	-2 426	-2 422
Autres charges financières	-30	-82
<b>Charges financières</b>	<b>-22 571</b>	<b>-17 033</b>
<b>Résultat financier net</b>	<b>-6 204</b>	<b>-10 092</b>

Le résultat de change net du aux fluctuations de cours des devises représente un gain net de € 6 312 000 qui provient essentiellement de la réévaluation de créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison libellées en rouble et dont la majeure partie a été réalisée durant l'exercice.

#### 5. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt de l'exercice se compose des éléments suivants :

en milliers d'euros	2022	2021
Charge d'impôts courants	18 114	15 928
Charges / (Produits) d'impôts différés	6 019	-968
<b>Impôts sur le bénéfice</b>	<b>24 133</b>	<b>14 961</b>



L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition normatif de VIEL & Cie peut s'analyser comme suit :

	2022		2021	
	%	En milliers d'euros	%	En milliers d'euros
Résultat avant impôts		130 561		89 907
Ajustement de la quote-part des sociétés associées et coentreprises		-39 169		-26 355
Résultat avant impôts et quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises		91 392		63 553
<b>Taux d'imposition normatif</b>	<b>21,54%</b>	<b>19 681</b>	<b>22,64%</b>	<b>14 387</b>
<b>Effet fiscal des éléments suivants :</b>				
Consommation de reports déficitaires non valorisés	-0,23%	-211	-0,30%	-188
Déficits de l'exercice non valorisés	3,41%	3 113	2,55%	1 619
Charge d'impôt des minoritaires pour les sociétés fiscalement transparentes et intégrées globalement	-0,71%	-646	-1,19%	-759
Effet fiscal des produits non imposables	-0,20%	-179	-5,67%	-3 604
Effet fiscal des charges non déductibles	3,21%	2 934	4,73%	3 005
Pertes fiscales non comptabilisées précédemment		-		-
Variation du taux d'impôt	-0,16%	-145	-0,06%	-39
Impôts concernant les exercices antérieurs	0,02%	18	0,49%	311
Divers	-0,47%	-432	0,36%	228
<b>Taux d'imposition effectif du Groupe</b>	<b>26,41%</b>	<b>24 133</b>	<b>23,54%</b>	<b>14 960</b>

\*incluant la quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises

La rubrique « Charges non déductibles » comprend essentiellement des frais de représentation considérés comme non déductibles fiscalement dans certains pays.

Le taux moyen d'imposition consolidé normatif de VIEL & Cie est calculé comme la moyenne pondérée des taux d'imposition en vigueur dans les différentes juridictions fiscales où ses filiales sont présentes. Celui-ci varie d'un exercice à l'autre en fonction du poids relatif de chaque entité individuelle dans le résultat avant impôts du Groupe, ainsi que des changements de taux d'imposition des filiales opérationnelles.

Des impôts différés ont été comptabilisés sur les autres éléments du résultat global comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies	1 142	628
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Actifs financiers disponible à la vente	130	-22
Autres	2 273	-
<b>Total charges / (produits) d'impôts différés</b>	<b>3 545</b>	<b>606</b>

Des impôts ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Impôts courants relatifs à l'exercice d'options de souscriptions d'actions	-22	-1 554
Impôts différés relatifs à l'octroi d'options de souscriptions d'actions	-609	-1 267
<b>Total charges / (produits) d'impôts</b>	<b>-632</b>	<b>-2 821</b>

Les impôts différés ont évolué comme suit :

En milliers d'euros	01.01.2022	Enregistrés au compte de résultat	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global	Enregistrés dans les capitaux propres	Reclassements	Ecarts de conversion	31.12.2022
<b>Impôts différés actifs</b>							
Immobilisations corporelles	1 958	-115	-	-	-	-95	1 748
Immobilisations incorporelles	963	-57	-	-	-	95	1 001
Reports fiscaux déficitaires	15 637	-4 742	-	-	-	431	11 326
Provisions et charges à payer	14 032	1 291	-1 012	608	-	636	15 555
Obligations locatives	14 146	360	-	-	-	695	15 200
Autres	5 376	-1 466	-	-	-	337	4 246
<b>Total</b>	<b>52 112</b>	<b>-4 730</b>	<b>-1 012</b>	<b>608</b>	<b>-</b>	<b>2 098</b>	<b>49 077</b>
<b>Impôts différés passifs</b>							
Immobilisations corporelles	451	88	-	-	-	18	557
Immobilisations incorporelles	1 688	-447	-	-	-	119	1 360
Actifs liés au droit d'utilisation	11 843	390	-	-	-	552	12 785
Autres	8 257	1 666	133	-	-	2 610	12 666
<b>Total</b>	<b>22 239</b>	<b>1 697</b>	<b>133</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 299</b>	<b>27 368</b>
<b>Total impôts différés nets</b>	<b>29 873</b>	<b>-6 427</b>	<b>-1 144</b>	<b>608</b>	<b>-</b>	<b>-1 201</b>	<b>21 708</b>

Au 31 décembre 2022, le Groupe présente séparément les impôts différés actifs et passifs résultants des différences temporelles relatives aux contrats de location.

En milliers d'euros	01.01.2021	Enregistrés au compte de résultat	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global	Enregistrés dans les capitaux propres	Reclassements	Ecarts de conversion	31.12.2021
<b>Impôts différés actifs</b>							
Immobilisations corporelles	1 713	156	-	-	-	89	1 958
Immobilisations incorporelles	833	35	-	-	-	95	963
Reports fiscaux déficitaires	14 485	-146	-	-	-	1 298	15 637
Provisions et charges à payer	13 024	84	-656	1 267	-	313	14 032
Obligations locatives	14 607	-1 502	-	-	-	1 041	14 146
Autres	4 832	168	-	-	-	376	5 376
<b>Total</b>	<b>49 494</b>	<b>-1 205</b>	<b>-656</b>	<b>1 267</b>	<b>-</b>	<b>3 212</b>	<b>52 112</b>
<b>Impôts différés passifs</b>							
Immobilisations corporelles	744	-342	-	-	-	48	451
Immobilisations incorporelles	2 440	-951	-	-	-	198	1 688
Actifs liés au droit d'utilisation	11 948	-915	-	-	-	810	11 843
Autres	7 020	844	-23	-	-	416	8 257
<b>Total</b>	<b>22 152</b>	<b>-1 363</b>	<b>-23</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 473</b>	<b>22 239</b>
<b>Total impôts différés nets</b>	<b>27 342</b>	<b>158</b>	<b>-633</b>	<b>1 267</b>	<b>-</b>	<b>1 739</b>	<b>29 873</b>

Au 31 décembre 2022, les impôts différés actifs non enregistrés s'élèvent à € 23 817 000 (2021 : € 21 060 000) et sont relatifs à des reports fiscaux déficitaires qui n'ont pas été activés en raison de l'historique de pertes récentes des sociétés concernées.

Les pertes fiscales pour lesquelles aucun impôt différé actif n'est comptabilisé expirent comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
A moins d'un an		
Entre un et cinq ans	355	1 602
Supérieur à cinq ans	6 793	6 050
Durée illimitée	55 682	46 376
<b>Total</b>	<b>62 831</b>	<b>54 027</b>

Les pertes fiscales à durée illimitée incluent un montant de € 2 717 000 (2021 : € 2 704 000) qui peut être utilisé uniquement à l'encontre de gains en capitaux.

## 6. Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net - part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen des actions propres détenues par le Groupe.

Le résultat dilué par action résulte de la division entre, au numérateur, le résultat net - part du Groupe corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre moyen pondéré d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des actions propres.

Les éléments de calcul retenus pour la détermination du résultat par action de VIEL & Cie sont détaillés ci-après :

Résultat de base	2022	2021
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	73 554	50 959
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	69 445 569	70 882 801
Nombre moyen d'actions autodétenues	5 271 200	5 441 791
<b>Résultat de base par action (en euro)</b>	<b>1,15</b>	<b>0,78</b>
Résultat dilué	2022	2021
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	73 554	50 959
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	69 445 569	70 882 801
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions et des attributions gratuites d'actions	609 899	518 000
Nombre moyen d'actions autodétenues	5 271 200	5 441 791
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le résultat dilué par action	64 784 268	65 959 010
<b>Résultat dilué par action (en euro)</b>	<b>1,14</b>	<b>0,77</b>

## 7. Immobilisations corporelles et immeubles de placement

### Immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2022 en milliers d'euros	Terrains et construction	Agencements et installations	Informatique et téléphonie	Autres immos corporelles	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	-	54 015	63 509	4 325	121 849
Variation de périmètre	-	120	458	-	578
Acquisitions de l'exercice	-	1 820	1 843	1 119	4 782
Cessions – mises au rebut	-	-345	-1 054	-3	-1 402
Reclassement	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	236	-96	152	292
<b>Valeur brute au 31 décembre 2022</b>	-	55 847	64 661	5 592	126 100
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	-	-40 446	-56 179	-698	-97 323
Variation de périmètre	-	-73	-215	-	-288
Amortissements de l'exercice	-	-3 301	-3 811	-80	-7 192
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-
Cessions – mises au rebut	-	297	1 060	3	1 360
Reclassement	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	120	182	-14	288
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2022</b>	-	-43 403	-58 963	-788	-103 154
<b>Valeur nette au 31 décembre 2022</b>	-	12 443	5 698	4 804	22 945
<i>Dont actifs sous contrat de location-financement</i>	-	-	-	-	-



Au 31 décembre 2021 en milliers d'euros	Terrains et construction	Agencements et installations	Informatique et téléphonie	Autres immos corporelles	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	-	49 981	58 477	3 206	111 664
Variation de périmètre	-	401	145	51	597
Acquisitions de l'exercice	-	1 184	2 083	36	3 302
Cessions – mises au rebut	-	-515	-370	0	-885
Reclassement	-	-	561	897	1 458
Ecart de conversion	-	2 964	2 613	135	5 712
<b>Valeur brute au 31 décembre 2021</b>	-	54 015	63 509	4 325	121 849
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	-	-35 419	-50 115	-580	-86 114
Variation de périmètre	-	-282	-130	-36	-448
Amortissements de l'exercice	-	-3 121	-3 975	-72	-7 169
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-
Cessions – mises au rebut	-	511	370	0	881
Reclassement	-	-	1	-	1
Ecart de conversion	-	-2 133	-2 330	-10	-4 473
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2021</b>	-	-40 446	-56 179	-698	-97 323
<b>Valeur nette au 31 décembre 2021</b>	-	13 569	7 330	3 627	24 526
<i>Dont actifs sous contrat de location- financement</i>	-	-	-	-	-

### Immeubles de placement

Une filiale de VIEL & Cie détient un ensemble de biens immobiliers pour un investissement initial total de € 6 289 000.

Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la norme IAS 40, et ont connu les variations suivantes au cours des exercices 2021 et 2022 :

	<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>2 304</b>
Acquisitions	-	-
Cessions	-	-
Amortissements	-132	-
Reclassements	-	-
Réévaluations d'immobilisation	-	-
Ecart de conversion	185	-
	<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>2 357</b>
Acquisitions	-	-
Cessions	-	-
Amortissements	-150	-
Reclassements	-	-
Réévaluations d'immobilisation	-	-
Ecart de conversion	148	-
	<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>2 355</b>

Au 31 décembre 2022, l'amortissement cumulé de ces actifs est de € 1 700 000.

Les produits locatifs perçus en 2022 s'élèvent à € 193 000 contre € 289 000 de charges opérationnelles directes.

## 8. Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2022 en milliers d'euros	Fonds de commerce	Logiciels	Ecart d'acquisition	Relation clientèle	Autres immos incorporelles	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	14 009	98 055	90 723	0	6 170	208 957
Variation de périmètre	-	2 939	3 420	-	795	7 154
Acquisitions de l'exercice	-	4 324	-	-	63	4 387
Cessions - mises au rebut	-	-4 164	-	-	-370	-4 534
Reclassement	-	51	-	-	-51	0
Ecart de conversion	-67	105	1 004	-	53	1 095
<b>Valeur brute au 31 décembre 2022</b>	<b>13 942</b>	<b>101 309</b>	<b>95 147</b>	<b>0</b>	<b>6 661</b>	<b>217 060</b>
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	<b>-180</b>	<b>-82 112</b>	<b>-944</b>	<b>0</b>	<b>-2 474</b>	<b>-85 709</b>
Variation de périmètre	-	-1 680	-	-	-	-1 680
Amortissements de l'exercice	-	-6 794	-	-	-79	-6 873
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Cessions - mises au rebut	-	4 164	-	-	368	4 532
Reclassement	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-11	-103	-46	-	56	-104
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2022</b>	<b>-191</b>	<b>-86 525</b>	<b>-990</b>	<b>0</b>	<b>-2 129</b>	<b>-89 835</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2022</b>	<b>13 751</b>	<b>14 785</b>	<b>94 157</b>	<b>-</b>	<b>4 532</b>	<b>127 224</b>

Au 31 décembre 2021 en milliers d'euros	Fonds de commerce	Logiciels	Ecart d'acquisition	Relation clientèle	Autres immos incorporelles	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	14 009	90 012	82 588	53 121	5 363	245 095
Variation de périmètre	-	549	6 045	-	8	6 602
Acquisitions de l'exercice	1 293	4 106	-	-	837	6 237
Cessions - mises au rebut	-	-994	-	-54 888	-58	-55 940
Reclassement	-1 285	-	1 285	-	-10	-10
Ecart de conversion	-8	4 381	804	1 767	30	6 974
<b>Valeur brute au 31 décembre 2021</b>	<b>14 009</b>	<b>98 055</b>	<b>90 723</b>	<b>0</b>	<b>6 170</b>	<b>208 957</b>
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>-166</b>	<b>-73 243</b>	<b>-902</b>	<b>-53 121</b>	<b>-2 204</b>	<b>-129 637</b>
Variation de périmètre	-	-465	-	-	-	-465
Amortissements de l'exercice	-	-5 807	-	-	-287	-6 094
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-	0
Cessions - mises au rebut	-	995	-	54 888	-	55 883
Reclassement	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-14	-3 591	-42	-1 767	17	-5 397
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2021</b>	<b>-180</b>	<b>-82 112</b>	<b>-944</b>	<b>0</b>	<b>-2 474</b>	<b>-85 709</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2021</b>	<b>13 829</b>	<b>15 943</b>	<b>89 779</b>	<b>-</b>	<b>3 697</b>	<b>123 247</b>

Les écarts d'acquisition se présentent comme suit au 31 décembre 2022 :

en milliers d'euros	31.12.2022			31.12.2021		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Bourse Direct	32 774	-	32 774	32 774	-	32 774
Carax	3 864	-	3 864	3 864	-	3 864
Compagnie Financière Tradition	25 968	-	25 968	25 968	-	25 968
TFS	15 291	-	15 291	14 575	-	14 575
E-VIEL	3 833	-	3 833	3 833	-	3 833
Exoe	6 188	-	6 188	6 045	-	6 045
Autres	7 228	-988	6 240	3 662	-942	2 720
<b>Total inclus dans les immobilisations incorporelles</b>	<b>95 146</b>	<b>-988</b>	<b>94 158</b>	<b>90 721</b>	<b>-942</b>	<b>89 779</b>
<b>Total inclus dans les participations dans les sociétés associées et coentreprises (cf. note 9)</b>	<b>25 295</b>	<b>-</b>	<b>25 295</b>	<b>25 714</b>	<b>-</b>	<b>25 714</b>
<b>Total des écarts d'acquisition</b>	<b>120 441</b>	<b>-988</b>	<b>119 453</b>	<b>116 435</b>	<b>-942</b>	<b>115 493</b>

Une participation majoritaire a été acquise en 2021 dans la société Exoé, rattachée au pôle Bourse en ligne.

## Tests de dépréciation

Les écarts d'acquisition constatés au bilan de VIEL & Cie ont fait l'objet de tests de dépréciation. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) correspond à la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité des unités génératrices de trésoreries auxquelles ces écarts d'acquisition sont rattachés, est estimée selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs des activités afférentes à chacun de ces écarts d'acquisition. Sur la base de prévisions d'exploitation établies sur 5 ans, le flux de trésorerie normatif est actualisé afin de déterminer la valeur d'utilité de l'activité sous-jacente par rapport à la valeur comptable de l'UGT. Des taux d'actualisation de 8,5 % à 12,13 % (2021 : 6,5% à 10,97 %) ont été retenus dans le cadre de ces évaluations et incluent une prime de risque de marché pour refléter le risque sur chacun des marchés ainsi qu'une prime de risque supplémentaire pour refléter le risque supplémentaire lié à la taille des unités génératrices de trésorerie.

Par ailleurs, des taux de croissance de 2,0 % à 5,0 % (2021 : 0,0 % à 1,0 %) ont été utilisés pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les prévisions d'exploitation sur la base de l'expérience passée et en fonction du marché dans lequel ces sociétés sont présentes.

Les différentes hypothèses retenues dans le cadre de l'actualisation des flux de trésorerie futurs des principales unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

en %	Taux d'actualisation		Taux de croissance	
	2022	2021	2022	2021
<b>Pôle Intermédiation professionnelle</b>				
Compagnie Financière Tradition et TFS	9,80%	6,50%	2,00%	1,00%
Autres	8,5% - 11,8 %	6,5% - 8,8 %	2,00 % à 5,00 %	0,00 % à 1,00 %
<b>Pôle Bourse en ligne</b>				
Bourse Direct	12,13%	10,97%	2,00%	2,00%
E-VIEL	12,13%	10,97%	2,00%	2,00%

Les évaluations obtenues par l'utilisation de cette méthode sont supérieures aux valeurs comptables et par conséquent aucune perte de valeur n'a été constatée sur les écarts d'acquisition en 2022 et 2021.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de ces deux hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

Pour le pôle de bourse en ligne, cette méthode comprend également d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, le taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés varie entre 1 % et 5 % selon l'échéance. La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de ces dernières hypothèses est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

## 9. Participations dans les sociétés associées et co-entreprises

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et co-entreprises détenue par VIEL & Cie ou ses filiales opérationnelles et intégrées selon la méthode de mise en équivalence. Le détail des sociétés consolidées selon cette méthode est présenté en note 32.

La variation des participations dans les sociétés associées et les co-entreprises se présente comme suit :

en milliers d'euros	Sociétés associées	Coentreprises	Total
Au 1er janvier 2022	84 467	116 156	200 618
Résultat net de la période	21 285	17 884	39 169
Dividendes distribués	-8 429	-9 624	-18 053
Acquisitions	-	187	187
Autres éléments du résultat global	-265	-	-265
Ecart de conversion	-628	-6 092	-6 720
Au 31 décembre 2022	96 430	118 512	214 942



en milliers d'euros	Sociétés associées	Coentreprises	Total
Au 1er janvier 2021	75 849	111 492	187 336
Résultat net de la période	12 091	14 263	26 355
Dividendes distribués	-5 464	-8 615	-14 079
Autres éléments du résultat global	-407	-	-407
Ecart de conversion	2 398	-985	1 413
Au 31 décembre 2021	84 467	116 156	200 618

#### Sociétés associées

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales sociétés associées se présentent comme suit :

#### Au 31 décembre 2022 :

En milliers d'euros	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque privée	Autres sociétés associées	Total
	Madrid	Shenzhen	Paris		
Lieu d'activité	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant	16 817	7 511	25 904		
Actif courant	43 643	102 997	3 018 096		
Passif non courant	642	2 419	4 008		
Passif courant	29 913	38 604	2 897 229		
Actif net	29 906	69 485	142 763		
Quote-part du groupe dans :					
- dans l'actif net	9 689	22 930	60 538	1 606	
- Ecart d'acquisition	-	-	437	1 229	
Valeur comptable au 31 décembre	9 689	22 930	60 975	2 836	96 430
Chiffre d'affaires	33 538	97 887	88 393		
Résultat net de l'exercice	45	34 010	24 767	212	
Autres éléments du résultat global	-818	-	-		
Résultat global de l'exercice	-773	34 010	24 767	212	
Quote-part du Groupe dans :					
- le résultat net	15	11 223	9 907	140	21 285
- les autres éléments du résultat global	-265	-	-	-	-265
-le résultat global	-250	11 223	9 907	140	21 020
Dividendes versés au Groupe	-	4 752	3 677	-	8 429

Au 31 décembre 2021 :

	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque privée	Autres sociétés associées	Total
En milliers d'euros					
Lieu d'activité	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant	9 166	5 166	28 006		
Actif courant	50 327	77 129	3 130 783		
Passif non courant	1 113	558	5 666		
Passif courant	29 172	28 852	3 025 920		
Actif net	29 207	52 885	127 203		
Quote-part du groupe dans :					
- dans l'actif net	9 463	17 452	54 314	1 574	
- Ecart d'acquisition	-	-	437	1 227	
Valeur comptable au 31 décembre	9 463	17 452	54 751	2 801	84 468
Chiffre d'affaires	27 778	66 755	72 117		
Résultat net de l'exercice	-2 529	21 473	14 046	469	
Autres éléments du résultat global	-1 256	-	-		
Résultat global de l'exercice	-3 786	21 473	14 046	469	
Quote-part du Groupe dans :					
- le résultat net	-820	7 086	5 618	206	12 091
- les autres éléments du résultat global	-407	-	-	-	-407
-le résultat global	-1 227	7 086	5 618	206	11 684
Dividendes versés au Groupe	-	3 983	1 469	12	5 464

#### Coentreprises

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec des partenaires concernent essentiellement l'activité sur les options de change ainsi que l'activité de change auprès d'une clientèle de particuliers au Japon menée par l'intermédiaire de Gaitame.com Co., Ltd. Le contrôle conjoint est exercé sur cette société en vertu d'un pacte d'actionnaires. Par ailleurs, l'activité sur les options de change est réalisée principalement depuis Londres, New York et Singapour au travers de plusieurs sociétés qui ont été regroupées sous « Tradition-ICAP » dans le tableau ci-dessous et qui intègrent entre 25,0 % et 55,0 % des actifs et du résultat net de cette activité. Le Groupe détient un intérêt de 27,5 % dans les sociétés opérationnelles de Londres et New York par le biais de sociétés holding dans lesquelles le Groupe détient 55% du capital-actions mais exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel avec le partenaire.

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales coentreprises se présentent comme suit :



<b>Au 31 Décembre 2022</b>				
en milliers d'€	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP	Autres sociétés	Total
<b>Lieu d'activité</b>	<b>Tokyo</b>	<b>Londres, New York, Singapour</b>		
<b>Pourcentage de détention</b>	<b>49,99%</b>	<b>25,0% - 55%</b>		
Actif non courant	24 414	1 487		
Actif courant	875 370	40 942		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>134 704</i>	<i>27 254</i>		
Passif non courant	2 091	2 368		
Dont dettes financières	1 777	-		
Passif courant	746 816	10 158		
Dont dettes financières	1 422	-		
Actif net	150 876	29 903		
<b>Quote-part du groupe dans :</b>				
- dans l'actif net	75 040	13 293		
- Ecart d'acquisition	13 588	-	10 041	
<b>Valeur comptable au 31 décembre</b>	<b>88 628</b>	<b>13 293</b>	<b>16 579</b>	<b>118 500</b>
Chiffres d'affaires	67 365	56 568		
Amortissements	-1 589	-108		
Produits d'intérêts	8	46		
Charges d'intérêts	-22	-227		
Impôts sur le bénéfice	-9 708	-475		
Résultats net/global de l'exercice	25 903	9 708		
<b>Quote- part du Groupe dans :</b>				
- le résultat net/global	12 949	4 193	742	17 884
<b>Dividendes versés au Groupe</b>	<b>7 851</b>	<b>843</b>	<b>930</b>	<b>9 624</b>

Au 31 décembre 2022, les écarts d'acquisition totaux inclus dans la valeur comptable des coentreprises s'élèvent à € 23 629 000 (2021 : € 24 049 000).

<b>Au 31 Décembre 2021</b>				
en milliers d'€	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP	Autres sociétés	Total
<b>Lieu d'activité</b>	<b>Tokyo</b>	<b>Londres, New York, Singapour</b>		
<b>Pourcentage de détention</b>	<b>49,99%</b>	<b>25,0% - 55%</b>		
Actif non courant	26 134	3 629		
Actif courant	914 419	39 590		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>130 680</i>	<i>27 082</i>		
Passif non courant	3 023	8 390		
Dont dettes financières	2 684	-		
Passif courant	786 552	11 170		
Dont dettes financières	984	-		
Actif net	150 978	23 658		
<b>Quote-part du groupe dans :</b>				
- dans l'actif net	75 060	10 298		
- Ecart d'acquisition	14 660	-	9 389	
<b>Valeur comptable au 31 décembre</b>	<b>89 720</b>	<b>10 298</b>	<b>16 137</b>	<b>116 156</b>
Chiffres d'affaires	62 543	49 484		
Amortissements	-2 228	-144		
Produits d'intérêts	8	45		
Charges d'intérêts	-38	-317		
Impôts sur le bénéfice	-8 978	-521		
Résultats net/global de l'exercice	19 497	7 624		
<b>Quote- part du Groupe dans :</b>				
- le résultat net/global	9 747	3 443	1 073	14 263
<b>Dividendes versés au Groupe</b>	<b>7 076</b>	<b>644</b>	<b>895</b>	<b>8 615</b>

## 10. Autres actifs financiers

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Prêts aux employés	4 734	4 009
Créances sur les parties liées (Cf. note 27)	6 406	8 200
Autres actifs financiers	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>11 140</b>	<b>12 209</b>

Les prêts aux employés portent intérêt à un taux moyen de 1,50 % et ont une échéance moyenne de 30 mois.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les autres actifs financiers est décrite en note 30.

## 11. Trésorerie et équivalents de trésorerie non disponibles

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dépôts de liquidités ou de titres bloqués en garantie dans le cadre de l'activité de courtage	32 527	32 376
<b>TOTAL</b>	<b>32 527</b>	<b>32 376</b>

Ce poste comprend pour l'essentiel des liquidités bloquées auprès de sociétés de compensation, tels qu'Euroclear ou le FICC (Fixed Income Clearing Corporation), et également des liquidités pour lesquelles certaines filiales sont soumises à des contraintes de capitaux propres fixées par leurs autorités de tutelle qui limitent la disponibilité ou la libre circulation de leurs liquidités au sein du Groupe.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie non disponible est décrite en note 30.

## 12. Clients et autres créances

Les clients et autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Créances liées aux activités teneurs de comptes	1 237 088	1 364 891
Créances liées aux activités en principal	110 812	435 861
Clients et comptes rattachés	189 881	173 098
Créances sur les employés	69 946	85 631
Créances sur les parties liées	7 366	7 874
Autres créances à court terme	20 956	22 116
<b>TOTAL</b>	<b>1 636 049</b>	<b>2 089 470</b>

La rubrique « Créances liées aux activités en principal » inclut des opérations de vente de titres ayant dépassé le délai de livraison prévu au 31 décembre 2022 et 2021. La quasi-totalité de ces transactions a été débouclée après ces dates à l'exception d'un montant d'environ € 21 251 000 au 31 décembre 2022 relatif à des transactions sur des titres libellés en roubles.

Par ailleurs, au 31 décembre 2022, le Groupe a constaté au bilan une provision pour des pertes de crédit potentielles de € 17 166 000 sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison ainsi que sur des créances de courtage en lien avec l'invasion russe de l'Ukraine. Le montant total de la provision pour pertes de crédit attendues s'élève à € 18 503 000 au 31 décembre 2022 (€ 859 000 au 31 décembre 2021). Des informations complémentaires sur les pertes de crédit attendues sont présentées en note 30.

Le poste des « Créances sur les employés » comporte des primes et bonus payés d'avance et conditionnés à la présence de l'employé durant la durée du contrat. Ainsi, la charge liée à ces primes et bonus est constatée en résultat de façon linéaire sur la durée du contrat.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les clients et autres créances est décrite en note 30.

### 13. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction se décomposent comme suit :

#### Non courant

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	18 506	18 838
<b>Total</b>	<b>18 506</b>	<b>18 838</b>

#### Courant

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	-	-
Dépôts bancaires à court terme	10	105
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>105</b>

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net est décrite en note 30.

### 14 a. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose principalement des investissements suivants :

#### Non courant

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	5 423	4 678
Other	-	-
<b>Total</b>	<b>5 423</b>	<b>4 678</b>

Ces titres de participation non cotés ne sont pas détenus à des fins de transactions. Le Groupe a fait le choix irrévocable de présenter les variations de juste valeur dans les autres éléments du résultat global.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est décrite en note 30.

### 14 b. Actifs financiers évalués au coût amorti.

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dépôts bancaires à court terme	26 240	82 099
<b>Total</b>	<b>26 240</b>	<b>82 099</b>

Cette rubrique comprend des dépôts bancaires à court terme dont la maturité est supérieure à 3 mois à partir de la date d'acquisition. L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers disponibles évalués au coût amorti est décrite en note 30.

## 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Caisse et dépôts bancaires à vue	360 889	419 221
Dépôts bancaires à court terme	90 493	32 466
Placements monétaires à court terme	8 349	6 968
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan</b>	<b>459 731</b>	<b>458 655</b>
Trésorerie non disponible	32 527	32 376
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie - actif</b>	<b>492 258</b>	<b>491 030</b>
Découverts bancaires	-1 896	-2 143
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie</b>	<b>457 835</b>	<b>456 511</b>

La caisse et les dépôts bancaires à vue génèrent des intérêts à des taux variables basés sur les taux bancaires quotidiens. Les dépôts bancaires à court terme ont une maturité comprise entre une journée et trois mois selon les besoins en liquidités du Groupe et génèrent des intérêts sur la base des taux bancaires pour leur durée respective.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie est décrite en note 30.

## 16. Capital-actions, actions propres et réserves consolidées

### Composition du capital

Au 31 décembre 2022 le capital social de VIEL & Cie est composé de 69 540 468 actions d'une valeur nominale de € 0,2 soit un capital de € 13 908 094,60 contre 69 402 468 actions au 31 décembre 2021 pour un capital de 14 324 593,60 € au 31 décembre 2021. Cette variation s'explique par l'attribution gratuite de 138 000 actions en 2022.

### Actionnaires importants

Au 31 décembre 2022, le capital de VIEL & Cie est réparti de la façon suivante :

- Viel et Compagnie-Finance : 61,99 %
- Amiral Gestion : 6,98 %
- Sycomore AM : 5,63 %
- Patrick Combes : 5,62 %
- Quaero Capital : 3,10 %
- Financière de l'Echiquier : 0,55 %
- Public : 7,49 %
- Actions propres : 8,64 %

### Capital autorisé

#### Autorisations financières :

En application des dispositions de l'article L.225-100, al.7 du Code de commerce, un tableau récapitulatif des délégations accordées au Conseil d'administration par l'Assemblée générale en cours de validité et leur utilisation au cours de l'exercice 2022 est présenté ci-dessous :

Type de délégation	AGE	Échéance	Montant autorisé	Utilisation en 2022	Autorisations résiduelles
Augmentation de capital (délégation globale avec maintien du DPS)	09/06/2022	26 mois	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital (délégation globale avec suppression du DPS)	09/06/2022	26 mois	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital (délégation globale avec suppression du DPS-Art-L411-2,II CMF)	09/06/2022	26 mois	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital par incorporation de réserves	09/06/2022	18 mois	€ 5 000 000	-	€ 5 000 000
Augmentation de capital par émission de BSA (avec maintien du DPS)	09/06/2022	26 mois	€ 20 000 000	-	€ 20 000 000
Augmentation de capital par attribution d'actions gratuites, existantes ou à créer	09/06/2022	26 mois	€ 1 388 049	-	€ 1 388 049
Augmentation de capital par émission de BSA (en cas d'offre publique)	09/06/2022	18 mois	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Réduction de capital (annulation d'actions)	09/06/2022	24 mois	€ 1 388 049		€ 1 388 049
Augmentation de capital (attribution d'actions gratuites aux collaborateurs des sociétés liées) (avec maintien du DPS)	12/06/2020	38 mois	€ 1 432 459	€ 27 600	€ 1 404 859

#### Actions propres :

VIEL & Cie détient au 31 décembre 2022, 6 008 249 titres auto-détenus, soit 8,64 % de son capital, pour un montant total brut de € 27 112 000 (4 378 501 titres pour un montant brut de € 18 079 000 au 31 décembre 2021), détention autorisée préalablement par l'Assemblée générale des actionnaires. Le montant de ces titres a été constaté en diminution des capitaux propres consolidés de VIEL & Cie au 31 décembre 2022.

#### Réserves consolidées :

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels à prestations définies	Autres réserves	Réserves consolidées
<b>Réserves consolidées au 1er Janvier 2022</b>	<b>412 400</b>	<b>16 148</b>	<b>1 023</b>	<b>-6 975</b>	<b>13 343</b>	<b>435 940</b>
Résultat net de l'exercice	73 552	-	-	-	-	73 552
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	-	4 439	-	4 439
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	-	-	6 818	6 818
Incidence de la réévaluation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	248	-	-	248
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat global de la période</b>	<b>73 552</b>	<b>-</b>	<b>248</b>	<b>4 439</b>	<b>6 818</b>	<b>85 057</b>
Affectation à la réserve générale	-	-	-	-	-	-
Affectation à la réserve pour actions propres	9 033	-	-	-	-9 033	0
Exercice d'options de souscription d'actions	-	859	-	-	-	859
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	-	-	-	-	0
Dividendes versés	-19 325	-	-	-	-	-19 325
Incidence des variations de périmètre / Autres variations	-6 279	-18	34	143	-	-6 120
<b>Réserves consolidées au 31 décembre 2022</b>	<b>469 381</b>	<b>16 989</b>	<b>1 306</b>	<b>-2 393</b>	<b>11 128</b>	<b>496 412</b>



en milliers d'euros	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels à prestations définies	Autres réserves	Réserves consolidées
<b>Réserves consolidées au 1er Janvier 2021</b>	<b>382 626</b>	<b>16 000</b>	<b>1 029</b>	<b>-9 671</b>	<b>23 422</b>	<b>413 405</b>
Résultat net de l'exercice	50 959	-	-	-	-	50 959
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	-	2 635	-	2 635
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	204	-	-	204
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat global de la période</b>	<b>50 959</b>	<b>-</b>	<b>204</b>	<b>2 635</b>	<b>-</b>	<b>53 798</b>
Affectation à la réserve générale	-	-	-	-	-	-
Affectation à la réserve pour actions propres	-5 885	-	-	-	-	-5 885
Exercice d'options de souscription d'actions	1 862	-	-	-	-	1 862
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	148	-	-	-	148
Dividendes versés	-18 294	-	-	-	-	-18 294
Incidence des variations de périmètre / Autres variations	1 132	-	-210	61	-10 079	-9 096
<b>Réserves consolidées au 31 décembre 2021</b>	<b>412 400</b>	<b>16 148</b>	<b>1 023</b>	<b>-6 975</b>	<b>13 343</b>	<b>435 940</b>

La réserve pour options de souscription d'actions est utilisée pour comptabiliser la juste valeur des instruments de capitaux propres consentis aux collaborateurs du Groupe (cf note 19). Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de cette réserve au compte de prime d'émission.

La réserve de réévaluation comprend les variations cumulées nettes de la juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur par les biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé dans les capitaux propres.

La réserve d'écarts de conversion comprend les écarts de change relatifs à la conversion en euros des états financiers des sociétés du Groupe libellés en monnaies étrangères ainsi que les changements de juste valeur des instruments utilisés pour couvrir des investissements nets dans des entités étrangères. Cette réserve est présentée distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La réserve d'écarts actuariels des régimes à prestations définies est utilisée pour enregistrer les modifications des hypothèses à long terme et la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes à prestations définies.

## Autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose comme suit :

2022 en milliers d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels des régimes à prestations définies			
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	248	248	89	337
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies	-	-	-	4 439	4 439	1 551	5 990
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	-	-	-	<b>4 687</b>	<b>4 687</b>	<b>1 640</b>	<b>6 327</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie							
-constatés dans la réserve de couverture	-	-	-	-	-	-	-
-transférés au compte de résultat	-	6 818	-	-	6 818	-	6 818
Ecarts de conversion	-9 940	-	-	-	-9 940	-3 965	-13 905
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat	6	-	-	-	6	4	10
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global des sociétés associées	-278	-	-	-	-278	13	-265
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>-10 212</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-3 394</b>	<b>-3 948</b>	<b>-7 342</b>
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts</b>	<b>-10 212</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 687</b>	<b>1 293</b>	<b>-2 308</b>	<b>-1 016</b>

  

2021 en milliers d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels des régimes à prestations définies			
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	204	204	78	282
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies	-	-	-	2 635	2 635	1 081	3 716
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 839</b>	<b>2 839</b>	<b>1 159</b>	<b>3 998</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Ecarts de conversion	11 122	-	-	-	11 122	5 369	16 491
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat	-8 348	-	-	-	-8 348	-3 764	12 112
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global des sociétés associées	-293	-	-	-	-293	-114	-407
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>2 481</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 481</b>	<b>1 491</b>	<b>3 972</b>
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts</b>	<b>2 481</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 839</b>	<b>5 320</b>	<b>2 650</b>	<b>7 970</b>



## 17. Intérêts minoritaires

Les principales sociétés dans lesquelles les intérêts minoritaires ont été jugés significatifs sont Bourse Direct qui représente l'activité de bourse en ligne et le sous-groupe Tradition qui regroupe l'activité d'intermédiation professionnelle. Les sociétés jugées significatives au sein du sous-groupe Tradition sont présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés de Compagnie Financière Tradition, société cotée.

Les informations financières résumées du sous-groupe Tradition sont présentées après élimination des comptes et opérations réciproques internes au sous-groupe.

en milliers d'€	Au 31 décembre 2022		Au 31 décembre 2021	
	Groupe		Groupe	
	Tradition	Bourse Direct	Tradition	Bourse Direct
	Suisse	France	Suisse	France
<b>Pourcentage de détention des intérêts minoritaires</b>	<b>26,29%</b>	<b>20,01%</b>	<b>27,67%</b>	<b>20,37%</b>
Actif non courant	343 161	35 578	334 674	31 296
Actif courant	750 852	1 292 674	1 208 878	1 318 022
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	313 059	43 166	296 366	39 040
Passif non courant	280 668	3 377	273 016	2 801
Passif courant	363 953	1 256 500	854 564	1 279 545
Actif net	449 392	68 375	415 972	66 972
<b>Valeur comptable des intérêts minoritaires (1)</b>	<b>25 579</b>	<b>10 280</b>	<b>20 626</b>	<b>10 079</b>
Chiffre d'affaires	942 516	47 116	809 135	45 919
Résultat net	96 916	5 872	66 232	7 164
<b>Quote-part attribuable aux intérêts minoritaires dans le résultat net du Groupe (2) :</b>	<b>31 556</b>	<b>1 320</b>	<b>23 128</b>	<b>1 494</b>
Flux de trésorerie nets opérationnels	135 029	12 757	59 430	-538
Flux de trésorerie nets d'investissement	61 746	-3 217	-61 088	-7 544
Flux de trésorerie nets de financement (hors dividendes versés aux intérêts minoritaires)	-163 047	-4 737	21 506	-3 597
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	-13 738	-677	-11 957	-548
Variation des cours de change	-17 581	-	98	-
<b>Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>8 582</b>	<b>4 126</b>	<b>7 989</b>	<b>-12 227</b>

(1) Groupe Tradition – dont 4,9 millions d'euros au titre de Tradition-ICAP, joint-venture mise en équivalence (cf. note 9).

(2) Groupe Tradition – dont 1,6 million d'euros au titre de Tradition-ICAP, joint-venture mise en équivalence (cf. note 9).

## 18. Dividendes

En milliers d'euros	2022	2021
Dividende par action au titre de 2022 : € 0,35 (2021: € 0,30)	<b>24 176</b>	<b>20 821</b>

## 19. Paiements fondés sur des actions

### Compagnie Financière Tradition

Au 31 décembre 2022, les options de souscription d'actions consenties aux collaborateurs du Groupe Tradition présentent les caractéristiques suivantes :

Date d'attribution	Nombre d'options de CHF 2,50 de nominal	Augmentation de capital potentielle en CHF	Date de début d'exercice <sup>(1)</sup>	Date d'échéance	Prix d'exercice en CHF	Condition d'exercice <sup>(2)</sup> en CHF
05.01.18	20 000	50 000	01.02.21	01.02.26	2,50	115,00
30.08.18	12 000	30 000	01.09.21	01.09.26	2,50	120,00
20.11.18	50 000	125 000	20.11.21	20.11.26	2,50	120,00
28.11.18	18 000	45 000	6 000 dès le 01.12.21 6 000 dès le 01.12.22 6 000 dès le 01.12.23	01.12.26	2,50	110,00
09.01.19	3 000	7 500	09.07.20	09.07.25	2,50	110,00
06.06.19	58 000	145 000	01.06.22	01.06.27	2,50	120,00
13.01.20	20 000	50 000	13.01.23	13.01.28	2,50	114,00
07.04.20	22 500	56 250	07.04.23	07.04.28	2,50	125,00
01.07.20	50 000	125 000	01.07.23	01.07.28	2,50	125,00
08.04.21	22 500	56 250	08.04.24	08.04.29	2,50	130,00
31.08.21	19 000	47 500	5 000 dès le 31/08/2022 5 000 dès le 31/08/2023 5 000 dès le 31/08/2024 3 000 dès le 31/08/2025 3 000 dès le 31/08/2026	31.08.29	2,50	110,00
10.09.21	5 000	12 500	10.09.24	10.09.29	2,50	120,00
14.04.22	20 000	50 000	14.04.25	14.04.30	2,50	120,00
24.06.22	10 000	25 000	2 000 dès le 24/6/2023 2 000 dès le 24/6/2024 2 000 dès le 24/6/2025 2 000 dès le 24/6/2026 2 000 dès le 24/6/2027	24.06.30	2,50	110,00
28.07.22	7 000	17 500	28.07.25	28.07.30	2,50	120,00
30.08.22	60 000	150 000	20 000 dès le 01/10/2023 20 000 dès le 01/10/2024 20 000 dès le 01/10/2025	01.10.28	2,50	112,00
<b>Total</b>	<b>397 000</b>	<b>992 500</b>				

### Conditions d'exercice

(1) Les collaborateurs doivent être employés du Groupe afin d'exercer les options de souscription d'actions consenties.

(2) Le cours de l'action doit être supérieur à ces seuils pendant 10 jours consécutifs au cours des 12 mois précédant la date d'exercice.

En 2022 Compagnie Financière Tradition SA a consenti 97 000 options de souscription d'actions à des collaborateurs du Groupe (48 500 options en 2021).

La juste valeur des options octroyées ou des modifications effectuées est déterminée à la date d'attribution, respectivement des modifications, des options de souscription en recourant à un modèle d'évaluation prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date.

Sur la base d'observations historiques, les paramètres d'évaluation suivants ont été utilisés afin de déterminer la juste valeur des options consenties :

	2022	2021
Rendement de dividendes	5,0%	5,0%
Volatilité attendue	15,5%	14,0%
Taux d'intérêt sans risque	0,5%	0,0%
Prix de l'action à la date d'attribution (en francs suisses)	110,5	114,7

En 2022, la moyenne pondérée de la juste valeur des options à la date de l'octroi est de CHF 19,7 (2021 : CHF 17,9).

Le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options de souscription sur action consenties aux collaborateurs de la Société sont les suivants :

en CHF	2022		2021	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
En circulation au début de l'exercice	2,50	302 000	2,50	364 167
Attribuées	2,50	97 000	2,50	48 500
Exercées *	2,50	-2 000	2,50	-109 667
Expirées				
Annulées			2,50	-1 000
<b>En circulation à la fin de l'exercice</b>	<b>2,50</b>	<b>397 000</b>	<b>2,50</b>	<b>302 000</b>
<b>Exercables à la fin de l'exercice</b>	<b>2,50</b>	<b>29 000</b>	<b>2,50</b>	<b>29 000</b>

\*Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées en 2022 est de CHF 105,0 (2021 : CHF 112,8).

Les options exercées donnent uniquement droit à la livraison des actions. En 2022, le montant des charges liées aux paiements fondés sur des actions est de CHF 1 125 000 (CHF 1 014 000 en 2021).

## VIEL & Cie

### *Plans d'options de souscription d'actions :*

Au 31 décembre 2022, Il n'y a pas de nouveaux plans d'options de souscription d'actions accordés par VIEL & Cie.

### *Plans d'attributions d'actions gratuites :*

Au 31 décembre 2022, les caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites sont les suivantes :

Nature du plan (En euros)	Plan d'attribution 2017		Plan d'attribution 2021
	Lot 1	Lot 2	
Date de l'Assemblée générale	14-juin-16	14-juin-16	12-juin-20
Date des premières attributions au titre du plan	04-sept-17	04-sept-17	18-mars-21
Nombre total d'actions gratuites attribuées	440 000	138 000	135 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	04-sept-17	04-sept-17	18-mars-21
Période d'attribution	04-sept-20	04-sept-22	18-mars-24
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	04-sept-27	04-sept-27	18-mars-31
Conditions d'attribution de présence dans la Société	Oui	Oui	Oui
Conditions de performance de cours	6,50 €	6,00 €	6,80 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1er janvier	380 000	138 000	135 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice	-	-	-
Nombre d'actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	-	138 000	-
<b>Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre</b>	<b>380 000</b>	<b>0</b>	<b>135 000</b>
Nombre de personnes concernées	2	4	4

## 20. Dettes financières

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Découverts bancaires	1 896	2 143
Emprunts bancaires	8 124	0
Portion court terme des emprunts bancaires à long terme	18 000	18 000
Engagement à court terme sur contrat de location-financière	-	-
Emprunts obligataires	-	106 401
<b>A court terme</b>	<b>28 020</b>	<b>126 544</b>
Emprunts à long terme	164 000	182 000
Emprunts obligataires	212 629	202 497
<b>A long terme</b>	<b>376 629</b>	<b>384 497</b>
<b>TOTAL</b>	<b>404 649</b>	<b>511 042</b>

Les dettes financières provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit en 2022 :

En milliers d'euros	Eléments financiers	Eléments non financiers			31.12.2022	
		Autres variations	Reclassement	Ecarts de conversion		
<b>Long terme</b>						
Emprunts bancaires	182 000	-18 000			164 000	
Emprunts obligataires	202 497	175		9 957	212 629	
<b>Court terme</b>						
Emprunts bancaires	-	7 959		166	8 124	
Position court terme des emprunts bancaires	18 000				18 000	
Emprunts obligataires	106 401	-109 357		2 955	-	
<b>Total</b>	<b>508 898</b>	<b>-119 223</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 078</b>	<b>402 754</b>

En milliers d'euros	Eléments financiers	Eléments non financiers			31.12.2021	
		Autres variations	Reclassement	Ecarts de conversion		
<b>Long terme</b>						
Emprunts bancaires	83 500	98 500			182 000	
Emprunts obligataires	221 568	73 811	-101 725	8 843	202 497	
<b>Court terme</b>						
Emprunts bancaires	11 109	-11 114		5	-	
Position court terme des emprunts bancaires	30 150	-12 150			18 000	
Emprunts obligataires	-	86	101 725	4 590	106 401	
<b>Total</b>	<b>346 327</b>	<b>149 133</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 438</b>	<b>508 898</b>



Les emprunts obligataires se décomposent comme suit :

Emetteur	Année d'émission et d'échéance	Valeur nominale résiduelle <i>en milliers de CHF</i>	Coupon	Taux d'intérêt effectif	Valeur comptable <i>en milliers de CHF</i> 31.12.22	Valeur comptable <i>en milliers de CHF</i> 31.12.21
Compagnie Financière Tradition SA	2021-2027	CHF 80 000	1,875%	1,980%	79 654	79 585
Compagnie Financière Tradition SA	2019-2025	CHF 130 000	1,750%	1,850%	129 722	129 615
Compagnie Financière Tradition SA	2016-2022	CHF 110 000	1,625%	1,726%	-	109 923
<b>TOTAL</b>					<b>209 376</b>	<b>319 123</b>
<i>Dont montant remboursable dans les 12 mois</i>					-	109 923

Au 31 décembre 2022, Compagnie Financière Tradition dispose de facilités de crédit pour un montant de € 177 485 (€ 169 138 000 au 31 décembre 2021). Celles-ci ont été utilisées à hauteur de € 8 124 000 au 31 décembre 2022 (n'ont pas été utilisées au 31 décembre 2021).

Les emprunts bancaires à long terme incluent un montant de € 182 000 000 remboursable par annuités et venant à échéance en juin 2026 (€ 200 000 000 au 31 décembre 2021).

Les dettes à long terme font l'objet de clause de remboursement anticipé en cas de non-respect de différents ratios de gestion ; ces ratios concernent principalement le niveau d'endettement par rapport aux capitaux propres consolidés du Groupe, ou le niveau des charges financières nettes par rapport au résultat d'exploitation du Groupe.

Au 31 décembre 2022, VIEL & Cie et ses filiales disposent de facilités de crédit non utilisées pour un montant de € 169 361 000, contre € 169 138 000 au 31 décembre 2021.

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les dettes financières est décrite en note 30.

## 21. Provisions et passifs éventuels

Les provisions se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	Provisions pour pensions et retraites	Provisions pour litiges	Provisions pour impôts	Autres provisions	TOTAL
<b>Montant au 31 décembre 2020</b>	<b>30 082</b>	<b>338</b>	<b>500</b>	<b>324</b>	<b>31 244</b>
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					-
Variation de périmètre	137	-	-	-	137
Dotations	2 706	13 463	-	-177	15 992
Utilisations	-491	-1 750	-	-	-2 240
Dissolutions	-17	-188	-	-147	-352
Réévaluation des régimes à prestations définies	-4 698	-	-	-	-4 698
Reclassement	-	338	-	-	338
Ecart de conversion	49	307	-	-	356
<b>Montant au 31 décembre 2021</b>	<b>27 768</b>	<b>12 508</b>	<b>500</b>	<b>0</b>	<b>40 776</b>
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					12 496
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations	2 651	115	-	-	2 767
Utilisations	-1 401	-	-	-	-1 401
Dissolutions	-59	-	-	-	-59
Réévaluation des régimes à prestations définies	-6 778	-	-	-	-6 778
Reclassement	-	407	-	-	407
Ecart de conversion	-671	-646	-	-	-1 317
<b>Montant au 31 décembre 2022</b>	<b>21 510</b>	<b>12 385</b>	<b>500</b>	<b>0</b>	<b>34 395</b>

### Provisions pour pensions et retraites

Les provisions pour pensions et retraites sont constatées au bilan afin de couvrir les obligations du Groupe dans le cadre des régimes à prestations définies et d'autres avantages à long terme en faveur du personnel. Le détail de ces engagements est présenté en note 22.

### Provisions pour litiges

Dans le cadre de leurs activités, il arrive que des filiales du Groupe soient impliquées dans des litiges avec des anciens employés suite à la résiliation de leur contrat de travail ou avec des sociétés concurrentes lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs. Par ailleurs, des procédures administratives peuvent être menées à l'encontre de filiales par les régulateurs locaux.

L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question qui peuvent durer de nombreuses années.

Une filiale du Groupe au Royaume-Uni est défenderesse dans une procédure civile intentée fin 2017 par cinq sociétés anglaises en liquidation ainsi que les liquidateurs de ces sociétés.

En 2009, celles-ci ont négocié des quotas de l'Union européenne, également appelés crédits carbone, et ne se sont pas acquittées de la TVA facturée aux contreparties dans le cadre de ces transactions. La filiale du Groupe a agi en qualité d'intermédiaire dans la transmission d'un nombre limité d'ordres relatifs à ces transactions.

Les liquidateurs demandent des dommages et intérêts car ils estiment que cette filiale n'a pas su identifier les infractions et a donc ainsi contribué à ce que les dirigeants des sociétés anglaises en liquidation manquent à leurs obligations légales.

La filiale s'est vigoureusement défendue et a réussi à faire rejeter toutes les réclamations de trois des sociétés et certaines des réclamations des deux autres sociétés. Certains arguments ont ensuite été portés devant la Cour d'appel anglaise où la filiale a obtenu de nouveaux succès. Une question demeure à propos de laquelle l'autorisation est demandée de faire appel devant la Cour suprême. Une provision a été comptabilisée pour couvrir une éventuelle décision défavorable concernant le dernier sujet restant. Le montant provisionné est compris dans la rubrique des provisions à court terme au 31 décembre 2022.

### Provisions pour impôts

Le Groupe est régulièrement soumis à des contrôles. Les risques potentiels sont évalués et font l'objet, le cas échéant, d'une provision.

### Autres provisions

VIEL & Cie et ses filiales consolidées ont constitué au cours des exercices précédents des provisions afin de couvrir divers risques auxquelles elles sont confrontées. Ces provisions couvrent l'intégralité des risques potentiels estimés.

## **22. Engagements envers le personnel**

La majorité des employés de VIEL & Cie et de ses filiales opérationnelles bénéficie de prestations de retraites octroyées par des régimes à cotisations définies dont les cotisations sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues. Les éventuels montants à payer en fin de période sont présentés dans la rubrique des « Fournisseurs et autres créanciers ».

Les régimes à prestations définies concernent principalement les employés du Groupe basés en Suisse.

Les collaborateurs en Suisse sont assurés auprès de l'institution de prévoyance de l'employeur contre les risques de vieillesse, d'invalidité et de décès. L'institution de prévoyance a la forme juridique d'une fondation. L'institution de prévoyance assume elle-même le risque vieillesse alors que les risques décès et invalidités sont réassurés auprès d'une compagnie d'assurance. Les prestations de vieillesse sont définies en fonction du solde des comptes d'épargne individuels (avoir de vieillesse) à la date du départ à la retraite. La rente vieillesse annuelle se calcule en multipliant l'avoir de vieillesse à la date du départ par le taux de conversion défini dans le règlement de la fondation. Les collaborateurs peuvent prendre une retraite anticipée au plus tôt à 58 ans révolus, auquel cas le taux de conversion est réduit en fonction de la prolongation de la durée attendue du versement de la rente et de l'avoir de vieillesse moins important. Les collaborateurs ont en outre la possibilité de percevoir tout ou partie de la rente vieillesse sous forme de capital.



Les cotisations ordinaires de l'employeur sont exprimées en pourcent du salaire assuré (selon l'âge) et versées sur les avoirs de vieillesse individuels.

La politique d'investissement de l'institution de prévoyance se fonde sur l'objectif de réaliser un rendement qui, associé aux cotisations versées, soit suffisant pour garder un contrôle raisonnable sur les différents risques de financement du régime. Le Conseil de fondation, avec l'aide de conseillers en placement, détermine la pondération des catégories d'actifs et les allocations cibles, lesquelles sont révisées périodiquement. L'allocation effective des actifs est déterminée par une série de conditions économiques et de marché et en considération des risques spécifiques aux catégories d'actifs.

Les autres avantages à long terme concernent essentiellement des employés de filiales du Groupe au Japon qui ont la possibilité de différer le versement d'une partie de leur rémunération jusqu'à l'âge de la retraite ou de leur départ de la société.

Les provisions pour pensions et retraites se répartissent comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Autres avantages à long terme	14 275	14 330
Provision pour des régimes à prestations définies	7 235	13 438
<b>Total des provisions pour pensions et retraites</b>	<b>21 510</b>	<b>27 768</b>

Les charges liées aux régimes à prestations et cotisations définies sont présentées sous la rubrique « charges de personnel ». En 2022, le montant des charges liées aux régimes à cotisations définies est de € 4 151 000 (€ 4 695 000 en 2021).

#### Actifs et passifs comptabilisés au bilan

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Valeur actualisée des obligations	55 621	61 268
Juste valeur des actifs des régimes	-48 386	-47 967
<b>Engagements nets des régimes à prestations définies</b>	<b>7 235</b>	<b>13 301</b>

#### Mouvements de la valeur actualisée des obligations :

en milliers d'euros	2022	2021
<b>Valeur actualisée des obligations au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>61 268</b>	<b>58 571</b>
Dont obligations financées	55 186	53 159
Dont obligations non financées	6 081	5 412
Coût financier	229	115
Coût des services rendus	1 591	2 187
Cotisation des employés	968	914
Coût des services passés	137	-
Prestations payées	964	-1 276
(Gains) / pertes actuariel(le)s liés à l'expérience	841	2 490
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses démographiques	-	-1 731
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses financières	-13 135	-2 559
Réduction de régime	-	-
Reclassements	139	-17
Ecart de conversion	2 619	2 573
<b>Valeur actualisée des obligations au 31 décembre</b>	<b>55 621</b>	<b>61 268</b>
Dont obligations financées	49 616	55 186
Dont obligations non financées	6 005	6 081

### Mouvement de la juste valeur actualisée des actifs des régimes

en milliers d'euros	2022	2021
<b>Juste valeur des actifs des régimes au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>47 967</b>	<b>41 854</b>
Rendement attendu des actifs des régimes	139	10
Cotisations de l'employeur	1 379	1 130
Cotisations des employés	968	914
Prestations payées	1 243	-842
Frais d'administration	-84	-70
Gains / (pertes) actuariels	-5 517	2 898
Réduction de régime	-	-
Ecart de conversion	2 291	2 073
<b>Juste valeur des actifs des régimes au 31 décembre</b>	<b>48 386</b>	<b>47 967</b>

Le Groupe estime à € 1 344 000 le montant des cotisations liées aux régimes à prestations définies pour l'exercice 2022.

### Juste valeur des actifs par nature en pourcentage du total des actifs des régimes

	2022	2021
Actions	28,58%	31,35%
Obligations	25,31%	26,29%
Immobilier	28,58%	28,57%
Contrats d'assurance	0,76%	0,79%
Liquidités	9,15%	5,16%
Divers	7,62%	7,84%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Les placements en actions, obligations et immobiliers sont essentiellement investis au travers de fonds de placements et sont en majorité cotés sur un marché boursier actif. Les autres catégories de placements ne sont pour la plupart pas cotés sur un marché boursier actif.

### Ecarts actuariels des régimes à prestations définies enregistrés dans les autres éléments du résultat global

en milliers d'euros	2022	2021
Ecarts actuariels sur les passifs des régimes	13 135	2 559
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes	-841	-2 490
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes	-5 517	2 898
<b>Gain (perte) sur la réévaluation des régimes à prestations définies</b>	<b>6 778</b>	<b>2 967</b>

### Charges comptabilisées au compte de résultat

en milliers d'euros	2022	2021
Coût des services rendus	1 591	2 258
Charge d'intérêt net	90	104
Coût des services passés	137	-
Frais d'administration	84	-
<b>Coût /(produit) des régimes à prestations définies</b>	<b>1 819</b>	<b>2 362</b>

  

en milliers d'euros	2022	2021
Rendement/(coût) effectif des actifs des régimes	-5 490	3 050

### Principales hypothèses actuarielles

en %	2022	2021
Taux d'actualisation	2,49%	0,62%
Augmentations futures des salaires	1,94%	1,18%

### Tables de mortalité

L'espérance de vie est prise en compte dans les engagements définis sur la base de tables de mortalité du pays dans lequel le régime est situé. Des tables générationnelles, permettant de modéliser l'évolution future de la mortalité, ont été utilisées au 31 décembre 2022 et en 2021.

### Analyse de sensibilité

L'impact sur le montant des engagements des régimes à prestations définies au 31 décembre 2022 et 2021 d'une augmentation ou diminution des principales hypothèses actuarielles est présenté ci-dessous :

en milliers d'euros	2022	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0,5 %)	-3 197	3 591
Augmentation futures des salaires (variation de 0,5 %)	147	-147
en milliers d'euros	2021	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0,5 %)	-4 092	4 637
Augmentation futures des salaires (variation de 0,5 %)	218	-218

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes.

Duration des obligations des régimes à prestations définies

La durée moyenne pondérée de l'obligation du régime à prestations définies pour les employés du Groupe en Suisse est de 14 années au 31 décembre 2022 (16 années au 31 décembre 2021).

### 23. Fournisseurs et autres créanciers

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dettes liées aux activités teneurs de comptes	1 240 938	1 363 471
Dettes liées aux activités en principal	108 115	433 049
Charges à payer	154 919	132 614
Dettes envers les parties liées	3 396	3 260
Autres dettes à court terme	57 157	54 532
<b>TOTAL</b>	<b>1 564 525</b>	<b>1 986 926</b>

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les fournisseurs et autres créanciers est décrite en note 30.

### 24. Impôts à payer et à recevoir

Au 31 décembre 2022, les impôts à payer de VIEL & Cie s'élèvent à € 11 411 000, contre € 8 830 000 au 31 décembre 2021.

Les impôts à recevoir pour un montant de € 6 161 000 au 31 décembre 2022 contre € 5 297 000 au 31 décembre 2021 sont principalement constitués d'acomptes d'impôt versés par des sociétés du Groupe.

## 25. Instruments financiers dérivés

En milliers d'euros	2022		2021	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Contrats de change à terme sur devises	350	174	244	-
Swaps de taux d'intérêts	9 250	163	152	19
<b>Total</b>	<b>9 600</b>	<b>337</b>	<b>396</b>	<b>19</b>

Les instruments financiers dérivés conclus par le Groupe à la clôture 2022 sont principalement constitués d'instruments de couverture dans des relations de couverture.

## 26. Contrat de location

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités.

### Actifs liés au droit d'utilisation

#### 2022

en milliers d'€	Immeubles	Véhicules	TOTAL
Valeur comptable nette au 1er janvier	57 149	0	57 149
Variation de périmètre	97		97
Actifs additionnels	14 050	161	14 211
Amortissements	-15 844	-64	-15 908
Reclassements	18	18	36
Ecarts de conversion	1 480		1 480
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>56 950</b>	<b>115</b>	<b>57 065</b>

#### 2021

en milliers d'€	Immeubles	Véhicules	TOTAL
Valeur comptable nette au 1er janvier	49 350	0	49 350
Variation de périmètre	0		0
Actifs additionnels	19 695		19 695
Amortissements	-14 660		-14 660
Reclassements	-38		-38
Ecarts de conversion	2 802		2 802
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>57 149</b>	<b>0</b>	<b>57 149</b>

### Obligations locatives

en milliers d'€	2022	2021
Court terme		
Obligations locatives	17 235	16 061
<b>Total</b>		
Long terme		
Obligations locatives	51 584	54 184
<b>Total</b>		
<b>Total des obligations locatives au bilan</b>	<b>68 819</b>	<b>70 245</b>

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidités, de change et de taux d'intérêts sur les obligations locatives est décrite en note 30.



Les obligations locatives provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit :

en milliers d'€	01.01.22	Changements résultant de flux financiers	Changements sans contrepartie de trésorerie		31.12.22
			Autres variations	Ecarts de conversion	
Obligations locatives	70 245	-17 522	14 299	1 796	68 819
<b>Total</b>	<b>70 245</b>	<b>-17 522</b>	<b>14 299</b>	<b>1 796</b>	<b>68 819</b>

en milliers d'€	01.01.21	Changements résultant de flux financiers	Changements sans contrepartie de trésorerie		31.12.21
			Autres variations	Ecarts de conversion	
Obligations locatives	61 172	-14 268	19 642	3 699	70 245
<b>Total</b>	<b>61 172</b>	<b>-14 268</b>	<b>19 642</b>	<b>3 699</b>	<b>70 245</b>

#### Autres informations relatives aux contrats de location

- Les charges liées aux contrats de location à court terme s'élèvent à € 4 185 000 pour l'exercice 2022 (2021 : € 3 817 000).
- La charge d'intérêts sur les obligations locatives est présentée en note 4.
- Le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élève à € 21 624 000 pour l'exercice 2022 (2021 : € 17 836 000).

## **27. Opérations avec des parties liées**

#### Nature des fonctions des employés clés

VIEL & Cie est une société qui consolide trois pôles d'activité, dans le domaine de l'intermédiation professionnelle au travers de Compagnie Financière Tradition, de la bourse en ligne au travers de Bourse Direct, et une participation mise en équivalence de 40% dans SwissLife Banque Privée. Est considéré comme employé clef, le Président du Conseil d'administration de VIEL & Cie

#### Rémunération des employés clés

Le Président du Conseil d'administration ne perçoit pas de rémunération de la société VIEL & Cie mais de sa maison-mère Viel et Compagnie-Finance ; il bénéficie de la part de la société VIEL & Cie de jetons de présence pour un montant de € 12 000 au titre de l'exercice 2022 (€ 12 000 en 2021).

Aucun avantage en nature, avantage postérieur à l'emploi, autre avantage à long terme, indemnité de fin de contrat de travail et paiement fondé sur des actions n'est accordé au Président - Directeur général.

#### Créances sur les parties liées

##### Non courant

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Créances sur les sociétés associées	435	2 000
Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>435</b>	<b>2 000</b>



## Courant

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Créances sur les sociétés associées	52	63
Créances sur les coentreprises	6 461	6 853
Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées	853	957
<b>TOTAL</b>	<b>7 366</b>	<b>7 874</b>

## Dettes envers les parties liées

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dettes envers les sociétés associées	30	55
Dettes sur les coentreprises	3 366	3 197
Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées	0	8
<b>TOTAL</b>	<b>3 396</b>	<b>3 260</b>

Les rubriques « Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées » et « Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées » comprennent l'ensemble des créances et dettes de VIEL & Cie et de ses filiales vis-à-vis de leur actionnaire majoritaire ultime, Viel et Compagnie-Finance, Paris, ainsi que des filiales de cette société.

## Transactions avec les parties liées

L'une des filiales du Groupe a conclu un contrat de bail à loyer avec une société appartenant à son actionnaire ultime. En 2022, le Groupe a constaté une charge de € 766 000 liée au droit d'utilisation de ces locaux (€ 758 000 en 2021). La valeur comptable de l'obligation locative est de € 2 523 000 au 31.12.2022 (€ 3 137 000 au 31.12.2021).

Une société de services appartenant à l'actionnaire majoritaire de VIEL & Cie a facturé au Groupe des frais de déplacement pour un montant de € 843 000 en 2022 (€ 723 000 en 2021).

Le régime à prestations définies de Compagnie Financière Tradition SA en Suisse est considéré comme une entité apparentée (cf. note 22).

## Consolidation de VIEL & Cie

VIEL & Cie fait l'objet d'une consolidation dans les comptes consolidés de Viel et Compagnie-Finance dont le siège social se situe au 23, Place Vendôme, 75 001 Paris.

## 28. Opérations de hors-bilan

### Titres à livrer et à recevoir

en milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2021
Titres à livrer	183 564 213	170 507 247
Titres à recevoir	183 564 759	170 482 633

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achat et de vente de titres initiées avant le 31 décembre 2022 et débouclées après cette date, dans le cadre des activités en principal réalisées par les sociétés du Groupe traitant avec des institutionnels, ou des opérations en règlements différés pour l'activité de bourse en ligne.

## 29. Gestion du risque financier

Le Groupe est principalement exposé aux risques suivants :

- risque de crédit
- risque de liquidité
- risque de marché
- risque de taux d'intérêt
- risque opérationnel

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques cités ci-dessus, les objectifs, politique et procédures de gestion du risque, ainsi que les méthodes utilisées pour les mesurer. En 2022, il n'y a pas eu de changement dans l'approche du Groupe en relation avec la gestion du risque.

Le Conseil d'administration a la responsabilité ultime de définir l'appétence aux risques, d'établir les principes de gestion des risques du Groupe, et d'exercer la haute surveillance sur la Direction. Il est assisté dans ces tâches par le Comité d'audit dont le rôle est la surveillance du système de contrôle interne sur le reporting financier, la gestion des risques, ainsi que la conformité avec les lois et réglementations. L'audit interne effectue des revues de l'efficacité des procédures de gestion des risques et des contrôles internes dont les résultats sont communiqués au Comité d'audit.

Le département de gestion des risques est une fonction indépendante, directement rattachée au Président du Conseil d'administration. Il est en charge d'identifier, d'évaluer, de cartographier et de suivre l'évolution des risques auxquels le Groupe est exposé.

### **Risque de crédit et de contrepartie**

VIEL & Cie en tant que société holding n'est pas exposée au risque de crédit.

Le risque de crédit est avant tout le risque de perte financière pour les filiales opérationnelles si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à une de ses obligations. Ce risque concerne principalement la rubrique des clients et autres créances.

Les filiales opérationnelles de VIEL & Cie exercent le métier d'intermédiaire sur les marchés financiers et non financiers, principalement auprès d'une clientèle de professionnels pour Compagnie Financière Tradition, et auprès de particuliers pour Gaitame (filiale de Compagnie Financière Tradition basée au Japon) et Bourse Direct.

### **L'intermédiation professionnelle : Compagnie Financière Tradition**

Le métier de courtier consiste à rapprocher deux contreparties pour la réalisation d'une opération, et à percevoir une rémunération pour le service apporté. Compagnie Financière Tradition a donc une exposition très limitée au risque de crédit dans le cadre de cette activité. La qualité des contreparties est évaluée localement par les filiales selon des directives émises par le Groupe et les commissions à recevoir font l'objet d'un suivi régulier. Des dépréciations sont comptabilisées si nécessaire sur certaines créances.

Par ailleurs, certaines sociétés opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont gérées sur la base de règlement d'espèces contre livraisons de titres à travers des chambres de compensation. Le délai entre la date de transaction et la date de dénouement est majoritairement de deux jours depuis octobre 2014, pendant lesquels ces sociétés sont exposées au risque de contrepartie.

Ce risque de contrepartie est contenu dans les limites déterminées par le Comité de crédit de Compagnie Financière Tradition; celui-ci base son appréciation sur la qualité financière de la contrepartie, prenant en considération les ratings publiés par les organismes reconnus (ECAI, External Credit Assessment Institutions), ainsi que toutes informations financières disponibles (cours de bourse, Credit Default Swaps, évolution des rendements du marché secondaire obligataire, etc.) ; lorsqu'aucun rating externe n'est disponible, Compagnie Financière Tradition calcule un rating interne, selon une méthodologie interne. En sus de la notation de la contrepartie, le type d'instruments traités et leur liquidité sont pris en compte pour déterminer la limite.

La détermination des limites et le suivi de leur respect sont assurés de manière indépendante par le département des risques de Compagnie Financière Tradition, ou bien par les départements des risques des régions opérationnelles. Les limites sont régulièrement révisées selon une périodicité prédéterminée ou bien à la suite d'événements pouvant affecter la qualité de la contrepartie ou l'environnement dans lequel elle opère (pays, types de secteur, etc...).

Les expositions se concentrent sur des établissements financiers régulés, majoritairement notés « investment grade ».

Le clearing est quant à lui traité par des équipes spécialisées. À cet effet, le groupe Tradition dispose d'une filiale indirecte dédiée aux activités de compensation, Tradition London Clearing Ltd, pivot des opérations en principal du Groupe pour l'Europe et l'Asie. Tradition London Clearing Ltd est en charge du suivi des opérations introduites par les entités opérationnelles du groupe Tradition jusqu'à leur dénouement final dans les chambres de compensation. Tradition Asiel Securities Inc., filiale du groupe Tradition aux États-Unis, effectue par ailleurs toutes les opérations de clearing aux États-Unis. Cette société est membre du FICC (Fixed Income Clearing Corporation), une contrepartie centrale de marché pour les titres d'État américains. L'adhésion au FICC induit une réduction notable du risque de défaut d'une contrepartie, la responsabilité de la bonne fin des opérations incombant au FICC une fois les opérations confirmées.

### **La bourse en ligne : Bourse Direct**

Bourse Direct traite principalement avec des particuliers, dont la couverture est assurée par les liquidités déposées sur leur compte titres ; dans ce cadre, une opération de marché dont la couverture ne serait pas assurée, doit être rendue impossible par les systèmes automatiques de contrôle des couvertures dans le cadre du correct fonctionnement des outils mis à disposition par les prestataires techniques de la société.

Bourse Direct traite également avec des clients institutionnels. Dans ce cadre, toute contrepartie doit faire l'objet d'une autorisation accordée par le Comité de crédit. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une excellente notation de crédit. Un élément fondamental dans le processus d'approbation des contreparties est la séparation entre les fonctions opérationnelles et celles d'évaluation des risques et d'autorisation. La Direction de cette société s'assure régulièrement que les décisions sont observées et que les procédures de contrôle concernant les contreparties et le clearing sont efficaces.

### **Risque de liquidité**

VIEL & Cie doit disposer des ressources financières nécessaires au financement de son activité courante et maintenir sa capacité d'investissement à tout moment. La gestion du risque de liquidité est assurée au niveau de la holding par une surveillance permanente de la durée des financements, de l'existence de lignes de crédit disponibles et de la diversification des ressources. VIEL & Cie gère par ailleurs de façon prudente sa trésorerie disponible en la plaçant sur des supports sans risques, liquides et monétaires. Une convention de trésorerie est établie entre VIEL & Cie et certaines de ses filiales dans le cadre de l'optimisation de la gestion de trésorerie du Groupe.

Le risque de liquidité intervient lorsque des filiales rencontreraient des difficultés à honorer leurs obligations financières. Aux fins de la gestion des risques, ce risque est divisé en deux catégories.

Le risque de liquidité transactionnel concerne la capacité à couvrir les flux de trésorerie liés aux opérations en principal ou aux besoins des contreparties du marché - par exemple, la nécessité de financer des titres en cours de règlement ou de placer des marges ou des garanties auprès de chambres de compensation ou de banques fournissant des services de compensation aux sociétés consolidées du Groupe.

Quoique difficiles à anticiper, ces besoins de liquidités sont généralement de court terme, à un jour voire intra journaliers, et sont généralement couverts par des découverts auprès de l'entité de compensation. Pour gérer ces risques, les filiales pratiquant des opérations en principal disposent d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie suffisants pour couvrir leurs besoins potentiels de financement en faisant appel à une approche statistique basée sur les données historiques, qui sont soumises à un test de résistance pour définir un niveau de réserve approprié.

Le risque de liquidité sur bilan est le risque qu'une entité du Groupe soit incapable de couvrir ses besoins en fonds de roulement nets pendant un certain laps de temps du fait de difficultés opérationnelles ou

d'investissements importants dans l'activité. Pour gérer ce risque, toutes les entités opérationnelles du Groupe Tradition établissent des prévisions de trésorerie glissantes sur douze mois dans le cadre de la procédure mensuelle d'information financière afin de déceler les problèmes potentiels de liquidité.

Au minimum, toutes les entités conservent des liquidités ou des équivalents de trésorerie suffisants pour couvrir les sorties nettes de trésorerie anticipées pour les trois mois suivants. Des contrôles sont effectués deux fois par an pour déterminer les fonds en excédent par rapport aux exigences locales. En outre, dans le cadre des contraintes réglementaires propres aux entreprises d'investissement, certaines sociétés du Groupe placent la trésorerie de leur clientèle dans des produits liquides, sans risque de taux ni de contrepartie, et immédiatement disponibles.

### **Risque de marché**

VIEL & Cie est exposé au risque de marché par rapport à la valeur de ses actifs et à l'évolution des coûts de sa dette. Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché et affectent le résultat net du Groupe ou la valeur de ses instruments financiers. Le risque de marché inclut le risque de change et le risque de taux d'intérêt.

### **Risque de taux d'intérêt**

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt résulte principalement de la structuration de sa dette financière. Cependant, ce risque reste très marginal dans la mesure où la quasi-totalité de la dette financière à long terme à taux variable fait l'objet d'une couverture au moyen de swaps de taux d'intérêt ou bien ont été mise en place à taux fixe (dettes obligataires).

La mise en place d'une dette financière au sein du Groupe fait l'objet d'une décision approuvée par la Direction générale.

### **Risque opérationnel lié aux participations contrôlées**

Le risque opérationnel couvre tous les risques liés au traitement des opérations, allant de la correcte exécution des ordres de la clientèle, à la confirmation de ceux-ci puis au traitement administratif qui suit. D'éventuels dysfonctionnements informatiques, qui pourraient venir fausser l'exécution des opérations, entrent également dans cette catégorie.

Par ailleurs, le risque opérationnel provient du rôle majeur que peuvent jouer les personnes clés au sein de l'organisation. Concernant les équipes opérationnelles, le risque de « débauchage » par les concurrents existe. Enfin, l'évolution et le perfectionnement des outils informatiques constituent un enjeu majeur.

### **Gestion du capital**

Les objectifs du Groupe au niveau de la gestion du capital sont de maintenir un niveau de capitaux propres suffisant afin d'assurer la continuité des opérations et d'apporter un retour sur investissement aux actionnaires.

Le Conseil d'administration effectue le suivi de la rentabilité des capitaux propres qui est défini par la relation entre le résultat net d'exploitation et les capitaux propres, nets de la part attribuable aux actionnaires minoritaires. Le Conseil d'administration effectue aussi le suivi des dividendes versés aux actionnaires.

Le Groupe gère la structure du capital et y apporte des rectifications en fonction des variations de l'environnement économique. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit ajuster le montant des dividendes distribués aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, ou vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

En 2022, il n'y a pas eu de changement dans l'approche du Groupe en relation avec la gestion du capital.

VIEL & Cie n'est pas soumise à des exigences en matière de capital. Cependant, certaines filiales du Groupe sont soumises localement à des exigences de capital réglementaire imposées par les autorités de surveillance des pays concernés. Le suivi et l'application des directives réglementaires sont effectués par les responsables locaux en charge de la conformité.

### 30. Instruments financiers

#### Risque de crédit

##### Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit. L'exposition au risque de crédit se présente comme suit:

En milliers d'euros	2022	2021
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	5 423	4 678
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	18 517	18 943
Prêts et créances	29 240	2 032 648
Actifs financiers évalués au coût amorti	1 591 736	82 099
Instruments financiers dérivés actifs	9 600	396
Trésorerie et équivalents de trésorerie	459 731	458 655
Trésorerie non disponible	32 527	32 376
<b>TOTAL</b>	<b>2 146 772</b>	<b>2 629 796</b>

En raison de sa large répartition géographique et du nombre de contreparties, le Groupe n'est pas exposé à des concentrations significatives de risque de crédit sur les actifs financiers.

Plus de 90 % de l'exposition du Groupe aux contreparties est constituée de contreparties de qualité supérieure (notées BBB-/Baa3 ou supérieur) au 31 décembre 2022 et 2021.

##### Pertes de crédit attendues

L'échéancier des créances clients et comptes rattachés ainsi que les pertes de crédit attendues se présente comme suit :

En milliers d'euros	2022		2021	
	Valeur brute	Pertes de crédit attendues	Valeur brute	Pertes de crédit attendues
Non en souffrance	125 636	-10	106 710	-43
En souffrance à moins de 30 jours	29 350	-35	27 735	-28
Entre souffrance entre 31 et 60 jours	11 822	-25	15 849	-45
En souffrance entre 61 et 90 jours	8 343	-8	8 188	-15
En souffrance entre 91 et 180 jours	8 852	-15	6 949	-12
En souffrance à plus de 180 jours	7 648	-1 677	8 525	-716
<b>TOTAL</b>	<b>191 652</b>	<b>-1 770</b>	<b>173 957</b>	<b>-859</b>

Depuis l'adoption de la norme IFRS 9 Instruments financiers, le Groupe applique une méthode simplifiée pour mesurer les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances de courtage. Une analyse est effectuée par les sociétés du Groupe sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture. La majorité des clients sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit. Cependant, au 31 décembre 2022, un montant d'environ € 432 000 a été provisionné sur des créances de courtage en lien avec des contreparties russes sanctionnées.



L'échéancier des créances liées aux activités en principal rattachées ainsi que les pertes de crédit attendues se présentent comme suit :

En milliers d'euros	Valeur Brute Pertes de crédit Valeur nette		Valeur Brute Pertes de crédit Valeur nette			
		attendues		attendues		
En souffrance à moins de 5 jours	65 798	-	65 798	207 144	-	207 144
En souffrance entre 6 et 15 jours	35 599	-	35 599	158 372	-	158 372
En souffrance entre 16 et 30 jours	2 205	-	2 205	66 274	-	66 274
En souffrance entre 31 et 45 jours	388	-	388	1 743	-	1 743
En souffrance à plus de 45 jours	23 556	-16 734	6 823	2 328	-	2 328
<b>TOTAL</b>	<b>127 546</b>	<b>-16 734</b>	<b>110 812</b>	<b>435 861</b>	<b>-</b>	<b>435 861</b>

Ces montants représentent des opérations non dénouées après la date de livraison prévue et sont causés essentiellement par des retards de règlement des titres de la part des contreparties. Sur la base de l'analyse des données historiques des pertes encourues, le Groupe estime qu'une dépréciation des créances liées aux activités en principal n'est pas nécessaire. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit. De plus, les transactions sont soumises à des limites de crédit appropriées déterminées en fonction de la qualité de la contrepartie.

Toutefois, les sanctions et contre-sanctions prises par les différentes parties suite à l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022 ont ajouté des complexités significatives au processus standard de règlement-livraison et ont eu un impact négatif sur la capacité technique du Groupe à exécuter pleinement certaines transactions sur des titres obligataires libellés en rouble. Ainsi, certaines contreparties, plus particulièrement celles faisant l'objet de sanctions, nonobstant leur solvabilité, pourraient ne pas pouvoir remplir leurs obligations de règlement dans un avenir prévisible. Par conséquent, une probabilité de défaut de 100% a été estimée pour les transactions dont le Groupe a reçu la livraison des titres sous-jacents à l'encontre du paiement mais pour lesquelles il est actuellement dans l'incapacité de procéder au règlement-livraison. Le montant des créances liées à ces transactions non dénouées au 31 décembre s'élève à € 16 733 000.

En cas de défaillance d'une contrepartie, les flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir comprennent les rentrées provenant de la vente des titres sous-jacents aux créances et/ou celles des flux de trésorerie associés aux titres eux-mêmes. Dans le cadre de ces transactions, les titres à livrer se composent d'obligations d'État russes qui sont cotées sur un marché actif localement. Au 31 décembre 2022, la valeur de marché de ces titres reçus mais non livrés est supérieure à la valeur des créances au bilan. Toutefois, en raison des restrictions de transfert en vigueur, le Groupe considère que les incertitudes liées à l'accès au marché local autant pour la vente des titres que pour l'encaissement des flux de trésorerie associés aux titres ne permettent pas de les valoriser au bilan au 31 décembre 2022.

Par conséquent, au 31 décembre 2022, le Groupe a constaté au bilan une provision pour des pertes de crédit potentielles de € 16 733 000 sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison.

Le mouvement de la provision pour pertes de crédit attendues se présente comme suit :

#### Au 31 décembre 2022

En milliers d'euros	Créances clients et comptes rattachés	Créances liées aux activités en principal	Total
Au 1er janvier 2022	-859	-	-859
Variations de périmètre	-	-	-
Reclassement	-95	-	-95
Dotation	-1 045	-17 406	-18 451
Utilisation	96	-	96
Dissolution	104	-	104
Ecart de conversion	29	673	702
Autres	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>-1 770</b>	<b>-16 733</b>	<b>-18 503</b>

Durant la période, un montant de € 17 838 000 a été enregistré au compte de résultat pour des pertes de crédit potentielles en lien avec des contreparties russes sanctionnées, sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison ainsi que sur des créances de courtage.

Au 31 décembre 2021

En milliers d'euros	Créances clients et comptes rattachés	Créances liées aux activités en principal	Total
Au 1er janvier 2021	741	-	741
Variations de périmètre	-24	-	-24
Reclassement	-	-	-
Dotation	-254	-	-254
Utilisation	62	-	62
Dissolution	122	-	122
Ecarts de conversion	-24	-	-24
Autres	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>-859</b>	<b>-</b>	<b>-859</b>

**Risque de liquidité**

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers incluant le montant estimatif des paiements d'intérêts se présentent comme suit :

31 décembre 2022

	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme	-	-	-	164 000	-	164 000
Obligations locatives	3 676	4 996	9 422	35 541	15 007	68 642
Emprunts obligataires	-	-	3 855	223 402	-	227 257
Fournisseurs et autres créanciers	1 536 107	14 863	13 555	-	-	1 564 525
Instruments financiers dérivés passifs	318	19	-	-	-	337
Dettes financières à court terme	10 020	18 000	-	-	-	28 020
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
	<b>1 550 121</b>	<b>37 879</b>	<b>26 832</b>	<b>422 943</b>	<b>15 007</b>	<b>2 052 782</b>

31 décembre 2021

	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme	-	-	-	182 000	-	182 000
Obligations locatives	4 833	4 603	7 267	36 157	17 319	70 178
Emprunts obligataires	-	-	111 817	137 945	78 495	328 257
Fournisseurs et autres créanciers	1 968 245	3 669	15 012	-	-	1 986 926
Instruments financiers dérivés passifs	19	-	-	-	-	19
Dettes financières à court terme	2 143	18 000	-	-	-	20 143
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
	<b>1 975 240</b>	<b>26 272</b>	<b>134 096</b>	<b>356 102</b>	<b>95 814</b>	<b>2 582 523</b>

**Risque de change**

Analyse de sensibilité

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de change transactionnel principalement sur le dollar américain (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR) et le franc suisse (CHF).

Le tableau suivant détaille la sensibilité du Groupe à une variation de 10 % d'une devise de transaction par rapport aux devises fonctionnelles correspondantes. Cette analyse inclut les actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle des différentes entités du Groupe et ajuste leur valeur à la fin de la période pour une variation de 10 % du taux de change.

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base que l'année précédente.

Au 31 décembre, une appréciation de 10 % d'une devise de transaction à l'encontre des autres devises fonctionnelles correspondantes aurait augmenté (diminué) le résultat de l'exercice comme suit, sans impact sur les capitaux propres :

#### 31 décembre 2022

en milliers d'euros	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
<b>Devises fonctionnelles</b>						
USD		-210	174	-38	184	110
GBP	1 248		1 692	8	1 513	4 461
EUR	902	289		16	107	1 314
CHF	11 606	192	1 145		3 615	16 558
Autres	1 476	-40	23	-39		1 420
	15 232	231	3 034	-53	5 419	

#### 31 décembre 2021

en milliers d'euros	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
<b>Devises fonctionnelles</b>						
USD		-437	432	-3	189	181
GBP	1 489		2 689	40	329	4 547
EUR	463	1 569		131	28	2 191
CHF	12 278	317	1 075		4 326	17 996
Autres	2 317	21	47	-4		2 381
	16 547	1 470	4 243	164	4 872	

## **Risque de taux d'intérêts**

### Profil

Au 31 décembre, le profil des instruments financiers portant intérêts se présente comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
Actifs financiers	86 934	109 942
Passifs financiers	289 467	368 380
<b>Instruments à taux fixe (net)</b>	<b>-202 533</b>	<b>-258 438</b>
Actifs financiers	1 294 947	1 331 193
Passifs financiers	192 038	240 891
<b>Instruments à taux variable (net)</b>	<b>1 102 910</b>	<b>1 090 301</b>
<b>Dont dettes financières à taux variable</b>	<b>900 377</b>	<b>831 863</b>

### Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variables

Les actifs et passifs financiers à taux variables comprennent essentiellement de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des dettes financières. Les dettes financières émises à des taux variables exposent le Groupe aux risques de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Au 31 décembre, une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêts aurait augmenté (diminué) le résultat et les capitaux propres des montants présentés ci-après. Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base pour l'année précédente.

#### 31 décembre 2022

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	6 315	-
Swap de taux d'intérêt		800

#### 31 décembre 2021

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	5 452	-

### **Juste valeur**

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique suivant :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.
- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur le marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables.



31 décembre 2022

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			Total
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>					
Immeubles de placement	2 355	-	-	-	0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	5 423	-	3 658	-	3 658
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	18 517	13 545	4 972	-	18 517
Instruments financiers dérivés actifs	9 600	-	9 600	-	9 600
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie :</i>					
Placements monétaires à court terme	8 349	3 349	-	-	3 349
	44 243	16 894	18 229	-	35 123
<b>Actifs financiers évalués au coût amorti</b>					
Trésorerie non disponible	32 527	-	-	-	-
Clients et autres créances	1 591 736	-	-	-	-
Actifs financiers évalués au coût amorti	29 240	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	451 382	-	-	-	-
	2 104 885	-	-	-	-
<b>Total actifs financiers</b>	<b>2 149 128</b>	<b>16 894</b>	<b>18 229</b>	<b>-</b>	<b>35 123</b>
<b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>					
Instruments financiers dérivés passifs	337	-	337	-	337
	337	-	337	-	337
<b>Passifs financiers évalués au coût amorti</b>					
<i>Dettes financières à long terme :</i>					
Emprunts Obligataires	212 629	208 134	-	-	208 134
Autres dettes financières à long terme	164 000	-	-	-	-
Obligations locatives à Long terme	51 584	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme	-	-	-	-	-
<i>Dettes financières à court terme :</i>					
Emprunts Obligataires	-	-	-	-	-
Découverts bancaires	1 896	-	-	-	-
Autres dettes financières à court terme	26 124	-	-	-	-
Obligations locatives à Court terme	17 235	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers	1 564 525	-	-	-	-
	2 037 994	208 134	-	-	208 134
<b>Total passifs financiers</b>	<b>2 038 331</b>	<b>208 134</b>	<b>337</b>	<b>-</b>	<b>208 472</b>

31 décembre 2021

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>					
Immeubles de placement	2 357	-	-	-	0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 678	-	4 678	-	4 678
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	18 943	12 140	6 700	-	18 840
Instruments financiers dérivés actifs	396	-	396	-	396
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie :</i>					
Placements monétaires à court terme	6 968	1 967	5 000	-	6 967
	<b>33 341</b>	<b>14 107</b>	<b>16 775</b>	<b>-</b>	<b>30 882</b>
<b>Actifs financiers évalués au coût amorti</b>					
Trésorerie non disponible	32 376	-	-	-	-
Clients et autres créances	2 015 044	-	-	-	-
Actifs financiers évalués au coût amorti	82 099	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	451 687	-	-	-	-
	<b>2 581 206</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>2 614 548</b>	<b>14 107</b>	<b>16 775</b>	<b>0</b>	<b>30 882</b>
<b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>					
Instruments financiers dérivés passifs	19	-	19	-	19
	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>19</b>
<b>Passifs financiers évalués au coût amorti</b>					
<i>Dettes financières à long terme :</i>					
Emprunts Obligataires	202 497	205 029	-	-	205 029
Autres dettes financières à long terme	182 000	-	-	-	-
Obligations locatives à Long terme	54 184	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme	-	-	-	-	-
<i>Dettes financières à court terme :</i>					
Emprunts Obligataires	106 401	107 264	-	-	107 264
Découverts bancaires	2 143	-	-	-	-
Autres dettes financières à court terme	18 000	-	-	-	-
Obligations locatives à Court terme	16 061	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers	1 986 926	-	-	-	-
	<b>2 568 213</b>	<b>312 292</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>312 292</b>
<b>Total passifs financiers</b>	<b>2 568 232</b>	<b>312 292</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>312 311</b>

### 31. Cours de change

Les principaux cours de change de l'euro, qui ont été utilisés dans le cadre de la consolidation, sont les suivants:

		31.12.2022		31.12.2021	
		Cours de clôture	Cours moyen	Cours de clôture	Cours moyen
CHF	1 Franc suisse	0,9847	1,0052	1,0331	1,0797
GBP	1 Livre sterling	0,8869	0,8526	0,8403	0,8612
JPY	1 Yen japonais	140,66	138,01	130,38	129,70
USD	1 Dollar américain	1,0666	1,0539	1,1326	1,1852

### 32. Périmètre de consolidation

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que les pourcentages de détention directe ou indirecte et les méthodes de consolidation retenues pour chacune des sociétés, sont présentés ci-après :

VIEL & Cie		Entrées de	%	%	Capital	Méthode
		l'exercice	de détention	d'intérêt	en milliers	MEE/IG/IP
		Société				
		consolidante	100,0%	EUR	14 325	Société consolidante
<b>Europe</b>						
Afrique du Sud	Tradition Government Bond Brokers and Derivative Brokers (Pty) Ltd, Johannesburg	100,0%	73,71%	ZAR	1 000	IG
	Tradition Data Analytics Services (PTY) Ltd Fourways	100,0%	73,71%	ZAR	n/s	IG
	TFS Securities (Pty) Ltd, Johannesburg	100,0%	73,71%	ZAR	1 000	IG
Allemagne	Finacor Deutschland GmbH, Francfort, et succursale de Munich	100,0%	73,71%	EUR	6 050	IG
	Tradition Financial Services GmbH, Francfort	27,5%	20,27%	EUR	75	MEE
Belgique	Finacor & Associés S.A., Bruxelles	100,0%	73,64%	EUR	1 967	IG
	Easdaq N.V.	16,7%	15,01%	EUR	439	MEE
Emirats Arabes Unis	Tradition (Dubai) Ltd, Dubai	100,0%	73,71%	USD	450	IG
Espagne	C.M. Capital Market Holdings S.A. Madrid	32,4%	23,88%	EUR	379	MEE
	Tradition Financial Services Espana,S.V.S.A Madrid	100,0%	73,71%	EUR	750	IG
France	Arpège S.A., Paris	100,0%	100,00%	EUR	22 280	IG
	Bourse Direct S.A., Paris	79,4%	79,99%	EUR	13 500	IG
	Carax SA, Paris	90,9%	67,00%	EUR	1 320	IG
	E-VIEL, Paris	100,0%	100,00%	EUR	8 886	IG
	Exoé, Paris	76,6%	63,99%	EUR	554	IG
	SwissLife Banque Privée, Paris	40,0%	40,00%	EUR	15 155	MEE
	Tradition Securities And Futures S.A., Paris, et succursales de Amsterdam, Bruxelles, Londres, Madrid et Milan	99,9%	73,64%	EUR	11 486	IG
	TSAF OTC, Paris	100,0%	73,64%	EUR	4 836	IG
	Elixium SA, Paris	100,0%	73,71%	EUR	37	IG
	Israël	TFS Israel (Brokers) Ltd, Tel Aviv	80,0%	58,97%	ILS	2 778
Italie	Tradition Italia S.R.L., Milan	100,0%	73,71%	EUR	50	IG
Luxembourg	Tradition Luxembourg S.A., Luxembourg	100,0%	73,71%	EUR	11 021	IG
Monaco	Carax Monaco SAM, Monaco	100,0%	73,71%	EUR	300	IG
Royaume-Uni	Tradition Management Services Ltd, Londres 2)	100,0%	73,71%	GBP	n/s	IG
	Tradition (UK) Ltd, Londres	100,0%	73,71%	GBP	35 800	IG
	Tradition UK Holdings Ltd, Londres	100,0%	73,71%	GBP	100	IG
	Tradition London Clearing Ltd, Londres	100,0%	73,71%	GBP	28 500	IG
	Tradition Financial Services Ltd, Londres	100,0%	73,71%	GBP	15 250	IG
	TFS-ICAP Ltd, Londres	51,0%	20,27%	GBP	20	MEE
	TFS Derivatives Ltd, Londres et succursales de Amsterdam, Madrid, Milan et Paris	100,0%	73,71%	GBP	23 700	IG
	Trad-X (UK) Ltd, Londres	100,0%	73,71%	GBP	200	IG
	ParFX (UK) Ltd, Londres	100,0%	73,71%	GBP	n/s	IG
	Financière Vermeer N.V., Amsterdam	100,0%	100,00%	EUR	90	IG
Suisse	Compagnie Financière Tradition SA, Lausanne	71,40%	73,71%	CHF	19 136	IG
	Finarbit AG, Küssnacht	100,0%	73,71%	CHF	1 500	IG
	Gottex Brokers S.A., Lausanne	49,0%	36,12%	CHF	360	MEE
	Starfuels SA Nyon	40,0%	29,48%	CHF	142	MEE
	Tradition Service Holding SA, Lausanne 1)	100,0%	73,71%	CHF	21 350	IG
	Tradition S.A., Lausanne et succursales de Zurich et Genève	100,0%	73,71%	CHF	450	IG
	TFS S.A., Lausanne 1)	100,0%	73,71%	CHF	100	IG
	Trad-X Holding S.A, Lausanne 1)	100,0%	73,71%	CHF	100	IG
	ParFX Holding SA, Lausanne 1)	100,0%	73,71%	CHF	100	IG
	Tradificom International, Lausanne 2)	100,0%	73,71%	CHF	200	IG



	Entrées de l'exercice	% de détention	% d'intérêt	Capital en milliers	Méthode MEE/IG/IP
<b>Amériques</b>					
Argentine	Tradition Argentina S.A., Buenos Aires	100,0%	73,71%	ARS 1 546	IG
Chili	Tradition Chile S.A., Santiago	100,0%	73,71%	CLP 476 805	IG
Colombie	Tradition Securities Colombia S.A., Bogota	100,0%	73,71%	COP 200 001	IG
	Tradition Colombia S.A., Bogota	100,0%	73,71%	COP 90 000	IG
Etats-Unis	Tradition America Holdings Inc., New York 1)	100,0%	73,71%	USD 500	IG
	MTS Markets International Inc.	*	100,0%	USD n/s	IG
	Tradition Americas LLC, New York	100,0%	73,71%	USD 500	IG
	Tradition SEF Inc., New York	100,0%	73,71%	USD n/s	IG
	Tradition Securities and Derivatives Inc., New York	100,0%	73,71%	USD 5	IG
	Trad-X US LLC, New York	100,0%	73,71%	USD n/s	IG
	TFS Derivatives Corp. LLC, New York	100,0%	73,71%	USD 95	IG
	TFS-ICAP LLC, New York	51,0%	20,27%	USD n/s	MEE
	TFS Energy LLC, Stamford	57,5%	42,38%	USD n/s	IG
	TFS Energy Futures LLC, Stamford	100,0%	42,38%	USD n/s	IG
	TFS Energy Solutions LLC, Stamford	60,0%	44,23%	USD n/s	IG
	StreamingEdge.com Inc., New Jersey 2)	80,0%	58,97%	USD n/s	IG
	Mexique	Tradition Services S.A. de C.V., Mexico	100,0%	73,71%	MXN 50
Australie	TFS Australia Pty Ltd, Sydney	100,0%	73,71%	AUD 5	IG
	Tradition Australia Pty Ltd, Sydney	100,0%	73,71%	AUD n/s	IG
	The Renewable Energy Hub Pty Ltd, Sydney	44,8%	33,01%	AUD 634	MEE
Chine	Tradition (Asia) Ltd, Hong Kong	100,0%	73,71%	HKD 25 001	IG
	TFS Derivatives HK Ltd, Hong Kong	100,0%	73,71%	HKD 65 200	IG
	Ping An Tradition International Money Broking Company Ltd, Shenzhen	33,0%	24,32%	CNY 50 000	MEE
	Tradition Korea Ltd, Séoul	100,0%	73,71%	KRW 5 000 000	IG
Inde	Derivium capital & Securities Private Ltd, Mumbai	50,0%	36,86%	INR 24 375	MEE
Indonésie	PT Tradition Indonesia, Jakarta	98,0%	72,24%	IDR 5 000 000	IG
Japon	Tradition Nihon Ltd, Tokyo	100,0%	73,71%	JPY 300 000	IG
	Tradition Japan FX Holdings Ltd, Tokyo 1)	100,0%	73,71%	JPY 500	IG
	Gaitama.com Co., Ltd, Tokyo	50,0%	36,84%	JPY 801 354	MEE
	Ueda Tradition Holding Ltd, Tokyo 1)	60,0%	44,23%	JPY 1 000	IG
	Ueda Tradition Derivatives Ltd, Tokyo	100,0%	44,23%	JPY 5 000	IG
	Ueda Tradition Securities Ltd, Tokyo	100,0%	44,23%	JPY 2 943 000	IG
Nouvelle Zélande	Tradition Kiwi Brokers Limited, Wellington	100,0%	73,71%	NZD 2 676	IG
Philippines	Tradition Financial Services Philippines Inc., Makati	100,0%	73,71%	PHP 515 000	IG
Singapour	Tradition Singapore (Pte) Ltd, Singapour	100,0%	73,71%	SGD 300	IG
	TFS Currencies Pte Ltd, Singapour	100,0%	73,71%	USD 700	IG
	Tradition Asia Pacific (Pte) Ltd, Singapour 1)	100,0%	73,71%	SGD n/s	IG
Thaïlande	Tradition Brokers (Thailand) Ltd, Bangkok	100,0%	52,31%	THB 12 000	IG
	Tradition Siam (Brokers) Ltd, Bangkok	100,0%	52,31%	THB 5 000	IG
	Tradition Fixed Income Co Ltd, Bangkok	100,0%	52,30%	THB 1 000	IG

- (1) Société holding  
(2) Société de services  
IG : intégration globale  
MEE : mise en équivalence

### 33. Effectifs

Effectifs	2022	2021
France	265	278
Etranger	2 218	2 138
<b>TOTAL</b>	<b>2 483</b>	<b>2 416</b>

### 34. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés par le Groupe VIEL & Cie à ses commissaires aux comptes au titre des exercices 2022 et 2021 sont les suivants :

	KPMG		Ernst & Young Audit				Fidorg Audit			
	Montant (€ HT)		Montant (€ HT)		%		Montant (€ HT)		%	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
<b>Audit</b>										
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 901 264	-	117 900	2 513 007	-	-	164 100	151 600	-	-
<input type="radio"/> Emetteur	172 400	6%	-	162 500	0%	6%	60 400	58 000	36%	38%
<input type="radio"/> Filiales intégrées globalement	2 728 864	94%	117 900	2 350 507	100%	94%	103 700	93 600	62%	62%
<input type="checkbox"/> Autres services	-	-	-	10 483	-	-	2 000	-	-	-
<input type="radio"/> Emetteur	-	-	-	4 000	-	38%	2 000	-	-	-
<input type="radio"/> Filiales intégrées globalement	-	-	-	6 483	-	62%	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>2 901 264</b>	<b>99%</b>	<b>117 900</b>	<b>2 523 491</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>166 100</b>	<b>151 600</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>										
<input type="checkbox"/> Juridique, fiscal, social	34 820	100%	-	-	-	-	-	-	-	-
<input type="checkbox"/> Autres	-	100%	-	10 000	100%	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>34 820</b>	<b>100%</b>	<b>-</b>	<b>10 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 936 084</b>	<b>96%</b>	<b>117 900</b>	<b>2 533 491</b>	<b>42%</b>	<b>94%</b>	<b>166 100</b>	<b>151 600</b>	<b>58%</b>	<b>6%</b>

### 35. Consolidation de VIEL & Cie

VIEL & Cie fait l'objet d'une consolidation dans les comptes consolidés de Viel et Compagnie-Finance, dont le siège social est situé au 23 Place Vendôme, 75001 Paris.

### 36. Variation du périmètre de consolidation

#### MTS Markets International Inc.

En décembre 2022, le Groupe a acquis une participation de 100% dans la société MTS Markets International Inc., New York, pour un montant de € 7 758 000, générant un écart d'acquisition de € 3 480 000. Cette société opère la plateforme électronique MTS BondsPro, spécialisée sur le marché des obligations du secteur privé. BondsPro offre un accès à la liquidité et un service d'exécution en temps réel des ordres qui reposent sur un carnet d'ordre central, anonyme et « all-to-all ».

A la date d'acquisition, l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables se répartit comme suit :

en milliers d'euros	2022
Immobilisations corporelles	308
Actifs liés au droit d'utilisation	103
Immobilisations incorporelles	2 181
Trésorerie non disponible	469
Autres actifs courants	353
Clients et autres créances	670
Trésorerie et équivalents de trésorerie	969
<b>Total actif</b>	<b>5 053</b>
Obligations locatives	106
Fournisseurs et autres créanciers	613
Impôts à payer	56
<b>Total passif</b>	<b>775</b>
<b>Juste valeur des actifs nets</b>	<b>4 278</b>



<b>Prix d'acquisition</b>	<u>7 758</u>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<u>3 480</u>

### **37. Evénements postérieurs à la date de clôture**

Au cours des premiers mois de l'année 2023, la la poursuite de la remontée des taux d'intérêt ayant débuté en 2022 a eu pour conséquence de mettre en difficultés différents établissements financiers que ce soit aux Etats-Unis ou en Suisse. Ces évènements n'ont aucun impact sur l'activité ou les résultats du Groupe.

La Société a procédé à une réduction de capital par annulation d'actions propres à hauteur de 845 563 actions par décision du Conseil d'administration en janvier 2023. Ce dernier a également autorisé le transfert de 113 753 actions propres avec objectif de croissance externe vers la catégorie des actions propres avec objectif d'annulation.

Par décision du Conseil d'administration de mars 2023, la société a également procédé à une augmentation de capital de 76 000 €, soit 380 000 actions nouvelles, après constat de la réalisation des conditions du plan d'attribution d'actions gratuites de 2017 (lot 1).